



MINISTÈRE
DU TRAVAIL,
DE L'EMPLOI
ET DE L'INSERTION

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DGT

Direction générale du travail

TABLEAU
DE BORD
du système
d'inspection
du travail

Janvier à Septembre

2020

DGT/SAT/DPSIT/BPSIT

Direction générale du travail

39-43, quai André-Citroën

75902 Paris Cedex 15

Téléphone : 01 44 38 38 38



Table des matières

1. SITUATION DANS LES SERVICES	4
1.1. Effectifs services déconcentrés : Chiffres-clés	4
1.2. Effectifs DGT : Chiffres-clés	5
1.3. Entreprises et salarié : Chiffres-clés	6
1.4. Budgets Direccte (Programme 111 ; BOP régional)	7
2. ACTIVITES DES SERVICES (Wiki'T)	8
2.1. Activités : Chiffres-clés	8
2.2. Nombre d'interventions saisies dans Wiki'T	8
2.3. Nombre d'interventions	9
2.4. Détails des interventions (<i>Indicateur PNA 2020</i>).....	11
2.5. Nombre d'établissements distincts visés par au moins une intervention (<i>Indicateur PNA 2020</i>)	12
2.6. Nombre de suites à intervention	13
2.7. Nombre d'intervention : Plans et campagnes	15
2.8. Nombre d'activités de services	17
2.9. Nombre d'intervention : BOPT	20
2.10. LSP : Nombre de décisions	21
2.11. LSP : Recours hiérarchiques en 2018	21
2.12. Principales autres décisions (<i>hors LSP et hors suites à contrôle</i>)	22
2.13. Agréments attribués aux Services de Santé au Travail Autonomes et Interentreprises en 2018.....	23
2.14. Activité liée à la pandémie « COVID-19 »	24
2.14.1. Suivi de l'activité « COVID-19 » durant et après la période de confinement.....	24
2.14.2. Suivi de l'activité liée au plan d'action « fraudes à l'activité partielle »	25
3. ACTIVITES DES SERVICES (Observatoire des renseignements)	26
3.1. Demandes de renseignements suivant le type de contrat et le profil des demandeurs	26
3.2. Demandes de renseignements suivant le nombre de demandes et de réponses	28
4. AUTRES INDICATEURS	29
4.1. Déclarations et attestations de détachement (SIPSI).....	29
4.2. Amendes administratives prononcées par les DIRECCTE pour non-respect des règles du détachement (PSI).....	31
4.3. Nouveaux pouvoirs	32
4.3.1. Répartition des amendes administratives et des avertissements suivant les motifs (<i>Hors PSI</i>).....	32
4.3.2. Répartition mensuelle des amendes administratives et avertissements suivant les motifs (<i>Hors PSI</i>).....	32
4.3.3. Répartition régionale des amendes administratives et avertissements (<i>Hors PSI</i>)	33
4.4. Montant total des amendes notifiées et mises en recouvrement en 2019	34
4.4.1. Montant totaux des décisions en 2019	34
4.4.2. Montant unitaire moyen par décision, Nombre moyen de salariés par décision et montant total moyen.....	34
4.4.3. Taux de recouvrement global par thématique.....	35
4.4.4. Taux de recouvrement global (<i>France et étranger</i>).....	35
4.4.5. Taux de recouvrement par région.....	36
4.5. Nombre de propositions de transaction et de transactions homologuées	37
4.5.1. Nombre de propositions de transaction et de transactions homologuées.....	37
4.6. Egalité professionnelle : Homme - Femme	38
4.6.1. Index de l'égalité professionnelle.....	38
4.6.2. Mises en demeure et sanctions.....	39
4.7. Bureau de liaison national – Bilan 2019	40
5. ANNEXES	41
5.1. Description de la source CLAP (<i>Insee</i>)	41

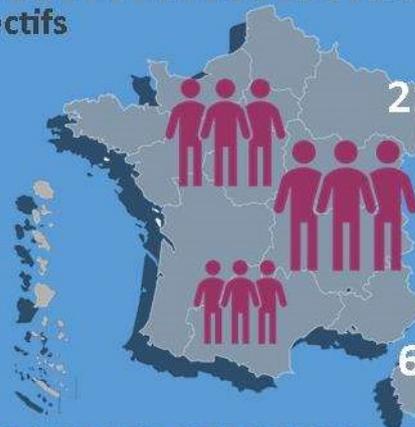
Effectifs et activité de l'inspection du travail : janvier > Sept. 2020



Organisation et Effectifs



247
Unités de contrôle
Dont 22 UCR



213,8 Responsables d'unité de contrôle (en ETP)

1 908,2 Agents de contrôle (en ETP)

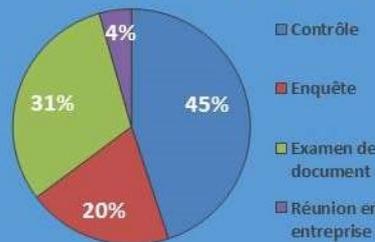
347,1 Agents dans les SR (en ETP)

644,7 Assistants de contrôle (en ETP)

Source : Enquête flash effectif (sept 2020)

165 905
interventions

Dont...
74 623
contrôles



26% des interventions concernent des établissements dans le secteur du BTP

55% des interventions sont liées à une priorité d'action

Source : Wiki'T via Delphe s (export du 05/10/2020)

24 953
Interventions liées au PA « COVID-19 »

5 245
Interventions liées au PA « fraude à l'activité partielle »

31 101
Interventions liées aux PA « PSI » et « TI »

25 157
Interventions liées au PA « Amiante », « chute de hauteur » et « ICPE/SEVESO »

4 075
Interventions liées au PA « Egalité professionnelle »

144 069
Suites à intervention

Dont...
103 689
Observations

2 752
Mises en demeure

737
Signalements au Parquet

23 277
décisions

2 615
Procès-Verbaux

Source : Wiki'T via Delphe s (export du 05/10/2020)



383 897
Demandes de renseignements

725 611
Questions traitées

Source : ODR (export du 05/10/2020)

5 239
Activités de service



Source : Wiki'T via Delphe s (export du 05/10/2020)

Pandémie « Coronavirus COVID-19 »

Impact sur les informations présentées au sein de ce tableau de bord

CONTEXTE

Face à la pandémie de **coronavirus (COVID-19)** apparue début 2020, de nombreux pays ont pris des mesures de confinement pour tenter d'endiguer la propagation du virus. En France, Emmanuel Macron a appelé les Français le **jeudi 12 mars** à ne plus se réunir ni à se déplacer. Il a également annoncé la fermeture des crèches et de tous les établissements scolaires, "jusqu'à nouvel ordre". Mais des annonces plus strictes ont ensuite été faites par l'exécutif. **Entre le mardi 17 mars et le dimanche 10 mai**, les déplacements ont été restreints au strict minimum, les Français ayant été appelés à rester chez eux et les entreprises à favoriser le télétravail.

Dans ce contexte particulier, l'activité du SIT a bien évidemment été impactée et l'est encore à l'heure actuelle. **Il est pour le moment impossible de mesurer l'impact réel de ce confinement sur le niveau d'activité** car de nombreux indicateurs présents dans ce tableau de bord sont élaborés à partir des saisies réalisées dans l'outil Wiki'T/ODR¹ par les agents de contrôle ou les AC, or de nombreux agents ne pouvaient plus accéder aux outils informatiques, tous n'étant pas équipés d'ordinateurs portables professionnels. La diminution constatée du niveau d'activité résulte donc en partie d'une baisse réelle du niveau d'activité liée aux restrictions de déplacement mais peut également être en partie imputée à l'impossibilité pour certains agents d'accéder à Wiki'T/ODR lors du confinement et donc d'enregistrer leurs interventions ou suites à intervention.

IMPACT SUR LE TABLEAU DE BORD DU SIT

Les mesures prises par le gouvernement impactant de manière significative l'activité des agents du SIT, le tableau de bord se présentera sous une forme très légèrement différente de celle qui vous habituellement communiquée.

Afin de vous permettre d'apprécier au mieux l'activité et d'identifier le poids que représentent ces mesures de confinement sur le niveau global d'activité, des analyses complémentaires vous seront proposées tout au long du document afin de vous présenter mensuellement les variations du niveau d'activité, vous permettant ainsi notamment d'isoler les mois de l'année durant lesquels le confinement n'avait pas été mis en place.

¹ ODR : Observatoire des renseignements

1. SITUATION DANS LES SERVICES

1.1. | Effectifs services déconcentrés : Chiffres-clés

Mise à jour
Trimestrielle

Régions	UNITES				AGENTS DES UC et SR								POLE T et APPUI				TOTAL	
	UC (Hors UCR)	Dont UC interdép.	UCR "URACTI"	UCR "autres" (total)	Sections (Hors UCR)	Agents UC	Agents UCR	ITS	RUC inspectant	Agents (total)	RUC	Assist C	Agents des SR	POLET (autres)	dont Cellule pluri. (ARM, ...)	dont MIT	dont IP	Total SIT
France métropolitaine	28	1	1	29	246	224,2	14,8	0,0	0,0	239,0	27,6	73,5	51,4	80,0	4,0	1,0	6,6	471,5
Auvergne-Rhône-Alpes	28	1	1	29	246	224,2	14,8	0,0	0,0	239,0	27,6	73,5	51,4	80,0	4,0	1,0	6,6	471,5
Bourgogne-Franche-Comté	10	1	1	12	83	72,1	6,9	0,0	0,0	79,0	9,3	24,3	15,3	31,8	1,8	1,0	4,0	159,7
Bretagne	10	1	1	11	96	89,5	4,0	0,0	1,0	94,5	10,0	27,7	17,6	41,7	3,1	2,0	3,8	191,5
Centre-Val de Loire	9	1	1	10	88	70,3	4,0	0,0	0,2	74,5	8,6	19,5	14,7	28,2	0,4	1,0	5,0	145,5
Corse	2	1	1	3	17	9,3	2,0	0,0	0,5	11,8	2,5	5,0	2,9	8,4	3,0	0,0	1,0	30,6
Grand Est	19	1	1	20	170	140,6	11,0	0,0	2,0	153,6	15,6	41,7	28,3	61,7	0,0	2,0	5,8	300,9
Hauts-de-France	19	1	1	20	182	152,3	9,0	0,0	0,0	161,3	18,0	70,9	30,7	62,9	4,8	1,0	8,0	343,8
Île-de-France	43	3	1	45	431	337,8	25,7	0,0	9,2	372,7	36,2	132,2	45,7	160,9	12,6	4,0	7,6	747,7
Normandie	11	1	1	12	108	85,8	7,0	0,0	0,0	92,8	8,8	36,2	16,1	44,3	2,0	1,0	4,8	198,2
Nouvelle-Aquitaine	19	1	1	22	180	151,6	13,6	12,0	0,0	177,2	22,0	51,3	26,4	46,8	0,3	3,8	4,7	323,7
Occitanie	20	1	1	21	159	145,0	5,9	0,0	1,5	152,4	19,4	55,0	33,7	57,3	2,0	1,0	5,0	317,8
Pays de la Loire	12	1	1	13	107	93,1	6,7	0,0	1,0	100,8	9,9	38,5	21,3	36,3	1,9	3,0	4,0	206,8
PACA	17	1	1	18	156	137,2	8,6	0,0	0,0	145,8	17,5	48,1	26,9	57,2	4,0	0,0	5,0	295,5
TOTAL France métropolitaine	219	6	13	4	236	2023	1708,8	119,2	12,0	15,4	1855,4	205,4	623,9	717,5	39,9	20,8	65,3	3733,2
France d'outre-mer																		
Guadeloupe	1	1	1	2	13	11,8	0,6	1,0	0,0	13,4	1,6	3,5	4,1	3,4	0,30	0,0 ⁽¹⁾	1,0	26,0
Martinique	1	1	1	2	9	8,0	2,0	0,0	1,0	11,0	2,0	4,0	4,0	7,0	3,00	1,0	1,0	28,0
Guyane	1	1	1	2	5	4,0	2,0	0,0	0,0	6,0	2,0	5,0	3,0	3,0	2,00	0,0 ⁽¹⁾	1,0	19,0
La Réunion	2	1	1	3	16	15,0	2,0	2,0	0,4	19,4	1,8	5,0	3,0	9,0	0,00	0,0	1,0	38,2
Mayotte	1	1	1	2	3	2,0	1,0	0,0	0,0	3,0	1,0	3,0	1,5	5,0	1,00	0,0 ⁽²⁾	0,0 ⁽³⁾	13,5
St Pierre et M	0	0	0	0	nc	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,5	0,8	0,00	0,0	0,0	1,6
TOTAL France d'outre-mer	6	0	5	0	11	46	40,8	7,6	3,0	1,4	52,8	8,4	20,8	28,2	6,3	1,0	4,0	126,3
TOTAL France	225	6	18	4	247	2069	1749,6	126,8	15,0	16,8	1908,2	213,8	644,7	745,7	46,2	21,8	69,3	3859,5

Sources

Enquête flash effectif au 31/08/2020

Notes

- (1) : Le MIT en Martinique intervient également en Guadeloupe et Guyane (compétence Antilles-Guyane)
- (2) : Intervention d'un MIT d'IDF pour Mayotte
- (3) : Intervention d'un IP d'IDF pour Mayotte

Détails des UCR (hors URACTI) et UC interdépartementales

- Auvergne-Rhône-Alpes :
 - o 1 unité de contrôle interdépartementale rattachée à l'unité territoriale de l'Isère
- Bourgogne-Franche-Comté :
 - o 1 unité de contrôle régionale « transport »
 - o 1 unité de contrôle interdépartementale rattachée à l'unité territoriale du territoire de Belfort »
- Île-de-France :
 - o 1 unité de contrôle interdépartementale rattachée à l'unité territoriale de Seine St Denis
 - o 2 unités de contrôle interdépartementales rattachées à l'unité territoriale du Val de Marne
 - o 1 unité régionale d'appui et de contrôle « Grands Chantiers »
- Nouvelle-Aquitaine :
 - o 1 unité de contrôle régionale « amiante »
 - o 1 unité de contrôle régionale « grandes opérations BTP »
 - o 1 unité de contrôle interdépartementale rattachée à l'unité territoriale de Pyrénées Atlantique

Abréviations

- UC : Unité de contrôle / UCR : Unités de contrôle régionale dont URACTI / URACTI : Unité régionale d'appui et de contrôle de lutte contre le travail illégal / Sections (hors UCR) : Nombre théorique d'agents de contrôle dans les UC dites « généralistes » / RUC : Responsable d'unité de contrôle / Assist C : Assistant-e de contrôle / ARM : Agents appui-ressources-méthodes / MIT : Médecins inspecteurs du travail / IP : Ingénieurs de prévention / SR : Services de renseignement du public

>> A noter l'utilisation à partir de cette édition du tableau de bord des données provenant de l'enquête flash effectif réalisée trois fois par an (Mars ; aout ; décembre).

Services	Effectifs			
	31/08/2017	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2019
DG				
DG - Direction Générale	12	13	14	13
IMT - Inspection Médicale du Travail	4	3	2	2
COM - Mission communication			3	3
TOTAL DG	16	16	19	18
SAT				
DPSIT - Département du Pilotage du Système d'Inspection du Travail	20	20	22	23
<i>dont BPSIT</i>	12	11	12	13
<i>dont GNVAC</i>	8	9	10	10
DASIT - Département de l'Appui au Système d'Inspection du Travail	37	43	42	43
<i>dont DASIT1</i>	13	15	15	16
<i>dont DASIT2</i>	26	26	25	25
TOTAL SAT	57	63	64	66
SRCT				
RT - Service des Relations individuelles et collectives du Travail	61	66	70	71
<i>dont sous-direction</i>	3	3	3	3
<i>dont RT1</i>	13	13	13	14
<i>dont RT2</i>	30	22	22	20
<i>dont RT3</i>	15	15	16	18
<i>dont RT4</i>	/	13	16	16
CT - Service des Conditions de Travail, de la santé et de la sécurité au travail	50	50	55	55
<i>dont sous-direction</i>	5	5	6	6
<i>dont CT1</i>	16	15	17	18
<i>dont CT2</i>	15	17	18	18
<i>dont CT3</i>	14	13	14	13
TOTAL SRCT	111	116	125	126
DAG				
DAGP - Département des affaires Générales	20	19	16	18
<i>dont BRHAG</i>				6
<i>dont Budget</i>				4
<i>dont EEI</i>				4
<i>dont INFO</i>	5	6	6	4
TOTAL DAG	20	19	16	18
Autre				
<i>SG du Conseil d'orientation des conditions de travail (COCT)</i>				1
TOTAL DGT	204	214	224	229

Sources : Bureau des Ressources Humaines et des Affaires Générales de la DGT (effectifs de la DGT au 31/12/2019 – Transmission du 06/02/2020)

>> Au 31/12/2019, la DGT comptait **229 agents**, soit 5 agents de plus qu'au 31/12/2018.

Régions	Nbre de sections (hors UC-R) 08/2020	Effectifs salariés 12/2015	Nbre d'établissements 12/2015	Répartition établissements				Ratio salarié / section	Ratio étab. / section	SEVESO S.bas 10/2019	SEVESO S.haut
				1 à 9	10 à 49	50 à 299	300 et +				
France métropolitaine											
Auvergne-Rhône-Alpes	246	2 278 208	218 168	176 574	34 065	6 967	562	9 261	887	76	105
Bourgogne-Franche-Comté	83	720 032	69 559	56 624	10 604	2 156	175	8 675	838	40	28
Bretagne	96	865 525	84 179	68 568	12 701	2 708	202	9 016	877	27	25
Centre-Val de Loire	88	664 301	61 733	50 060	9 444	2 030	199	7 549	702	35	39
Corse	17	76 836	12 046	10 460	1 416	165	5	4 520	709	6	5
Grand Est	170	1 430 366	132 463	107 291	20 550	4 209	413	8 414	779	56	100
Hauts-de-France	182	1 501 011	120 158	95 237	19 718	4 762	441	8 247	660	67	98
Île-de-France	431	4 589 245	369 934	303 424	52 973	11 700	1 837	10 648	858	68	37
Normandie	108	861 824	78 952	64 202	11 919	2 587	244	7 980	731	51	58
Nouvelle-Aquitaine	180	1 498 178	161 136	133 685	22 781	4 341	329	8 323	895	83	82
Occitanie	159	1 406 843	156 071	130 930	20 828	3 988	325	8 848	982	36	50
Pays de la Loire	107	1 076 011	91 912	73 012	15 092	3 501	307	10 056	859	27	28
PACA	156	1 316 795	154 214	130 806	19 564	3 557	287	8 441	989	42	56
TOTAL France métropolitaine	2023	18 285 175	1 710 525	1 400 873	251 655	52 671	5 326	9 039	846	614	711
France d'outre-mer											
Guadeloupe	13	91 409	14 303	12 503	1 605	185	10	7 031	1 100	1	3
Martinique	9	83 737	9 861	nr	nr	nr	nr	9 304	1 096	4	4
Guyane	5	32 947	4 116	3 452	575	84	5	6 589	823	5	16
La Réunion	16	156 879	18 766	15 673	2 647	426	20	9 805	1 173	3	3
Mayotte	3	nd	nd	nd	nd	nd	nd	-	-	2	1
TOTAL France d'outre-mer	46	364 972	47 046	31 628	4 827	695	35	7 934	1 023	15	27
TOTAL France	2069	18 650 147	1 757 571	1 432 501	256 482	53 366	5 361	9 014	849	629	738

Sources :

- Nombre de sections théoriques : Arrêtés régionaux portant localisation et délimitation des UC et sections d'inspection du travail en vigueur au 31/08/2020
- Effectifs salariés / Nombre d'établissements : Base « *Connaissance locale de l'appareil productif* » 2015 + filtre « Inspection du Travail » (Base CLAP / Insee)
- SEVESO : « Base des installations classées soumises à autorisation ou à enregistrement » au 08/10/2019 (Base ICPE / MTEs)

Note :

- (1) : Ratio s'appuyant sur le rapport entre le nombre de salariés et le nombre de sections théoriques (Ratio ne tenant pas compte des disparités départementales contrairement aux statistiques présentées dans le fichier AMM)
- (2) : Ratio s'appuyant sur le rapport entre le nombre d'établissements et le nombre de sections théoriques (Ratio ne tenant pas compte des disparités départementales contrairement aux statistiques présentées dans le fichier AMM)
- nr = Non renseigné par le SESE ; nd = Non disponible
- Description de la source CLAP : Voir annexe 1
- Filtre « Inspection du Travail » : Suppression des établissements comptant 0 salarié et ceux relevant de catégories juridiques hors-champ Inspection du travail
- Description des variables : « Nbre établissements » : Nombre d'établissements actifs au 31/12/2015 ; « Effectifs salariés » : Postes salariés des établissements actifs au 31/12/2015 ; « ratio » : Nombre d'établissements par section / Nombre de salariés par section

>> Un ratio salarié par agent de contrôle qui évolue et surtout qui masque de fortes disparités régionales ou départementales. Celui-ci augmente sensiblement en prenant en compte les effectifs réels et non théoriques.

>> 8 établissements sur 10 comptent moins de 10 salariés (82%).

Régions	Budget notifié 2020 (au 30/09/2020)		Consommation 2020 (au 30/09/2020)		Taux de consommation (au 30/09/2020)	
	AE	CP	AE	CP	Taux de conso AE	Taux de conso CP
France						
Auvergne-Rhône-Alpes	423 000 €	467 497 €	354 704 €	298 188 €	84%	64%
Bourgogne-Franche-Comté	148 500 €	148 500 €	57 539 €	55 039 €	39%	37%
Bretagne	297 000 €	297 000 €	271 376 €	247 082 €	91%	83%
Centre-Val de Loire	94 500 €	95 941 €	28 748 €	22 879 €	30%	24%
Corse	63 000 €	63 000 €	31 536 €	27 019 €	50%	43%
Grand Est	337 500 €	337 500 €	234 617 €	162 681 €	70%	48%
Hauts-de-France	355 500 €	355 500 €	300 690 €	302 193 €	85%	85%
Île-de-France	463 500 €	463 500 €	146 904 €	237 504 €	32%	51%
Normandie	244 800 €	244 800 €	126 758 €	109 294 €	52%	45%
Nouvelle-Aquitaine	378 000 €	380 231 €	315 066 €	300 254 €	83%	79%
Occitanie	351 000 €	351 000 €	215 819 €	207 873 €	61%	59%
Pays de la Loire	216 000 €	216 000 €	114 508 €	97 100 €	53%	45%
PACA	351 000 €	351 000 €	243 302 €	233 248 €	69%	66%
TOTAL France métropolitaine	3 723 300 €	3 771 469 €	2 441 567 €	2 300 354 €	66%	61%
France d'outre-mer						
Guadeloupe	34 650 €	37 530 €	34 444 €	34 844 €	99%	93%
Martinique	40 950 €	56 420 €	6 169 €	19 864 €	15%	35%
Guyane	40 500 €	40 500 €	-	-	-	-
La Réunion	54 000 €	54 000 €	55 915 €	55 905 €	104%	104%
Mayotte	54 000 €	55 238 €	7 375 €	5 765 €	14%	10%
St Pierre Et M	1 800 €	1 800 €	-	-	-	-
TOTAL France d'outre-mer	225 900 €	245 488 €	103 903 €	116 378 €	46%	47%
TOTAL France	3 949 200 €	4 016 957 €	2 545 470 €	2 416 732 €	64%	60%

Source : « P111-BOP SD suivi consommations 09-2020 Septembre.pdf ».

>> A l'échelle nationale, un taux de consommation au 30 septembre 2020 de **64% pour les AE** et de **60% pour les CP**.

>> A noter :

- La Réunion dont la consommation AE et CP dépasse les 100%

2. ACTIVITES DES SERVICES (Wiki'T)

2.1. | Activités : Chiffres-clés

Mise à jour
Annuelle

Activité	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Evolution	
TOTAL Interventions (hors DGT)	266 365	293 558	223 476	202 266	252 270	260 732	278 817	297 469		
>> Evolution base 100 sur 2013	91%	100%	76%	69%	86%	89%	95%	101%		
Contrôles en % des interventions	60%	57%	54%	51%	48%	47%	46%	47%		
Enquêtes	59 087	64 242	55 177	48 939	53 835	53 675	54 911	57 266		
Nbre moyen d'interventions par agent de contrôle	Source : EAO	117	126	100	90	114	123	135	144	
	Source : Enquête flash	-	-	-	-	-	134	149	162	
TOTAL Suites à intervention (dont DGT)	234 433	257 437	194 521	167 991	216 427	227 656	241 807	258 081		
Lettre d'observations	163 544	183 629	133 113	119 470	154 997	161 350	170 611	182 113		
Mise en demeure	5 539	5 398	3 223	2 463	3 915	3 980	4 839	5 856		
PV	5 401	5 462	3 902	3 062	4 573	4 401	5 007	5 401		
Référés	31	63	13	9	25	48	33	82		
Arrêts et reprises de travaux	6 368	6 567	4 568	3 973	5 149	6 069	5 813	7 224		
Sanctions administratives ¹	/	/	/	20	945	1 555	1 595	2 245		

Source : Wiki'T via DELPHES NG (données actualisées en octobre 2020). Les données issues de Wiki'T correspondent à l'activité saisie sur l'outil et peuvent présenter un écart par rapport à l'activité réelle. Le nombre moyen d'interventions par agent de contrôle est calculé différemment suivant la source :

- EAO : S'appuie sur le nombre d'agents de contrôle (UC-T et UC-R en ETP / dont ITS, hors RUC inspectant) remonté dans chaque édition de l'EAO sauf pour l'année 2019 (reprise des données de l'EAO2018)
- Enquête flash : S'appuie sur les effectifs de contrôle (agents de contrôle UC-T et UC-R en ETP / hors ITS, hors RUC inspectant).

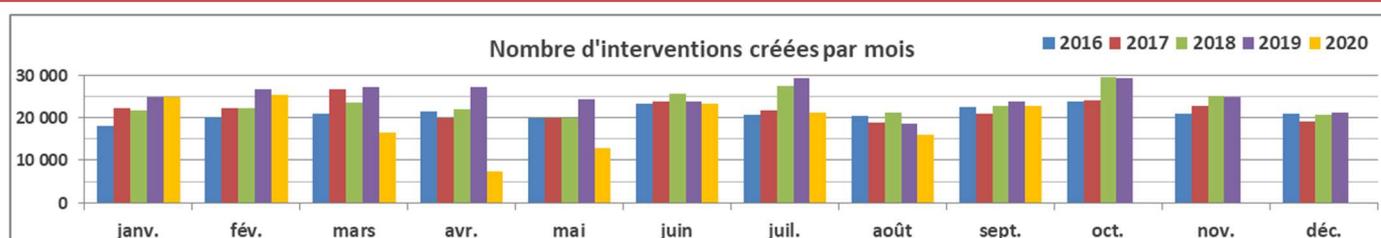
(1) A partir de 2018, nouvelle méthode de calcul s'appuyant sur les décisions de type « sanction administrative » (source : Wiki'T, hors « suspension PSI » et « travail illégal ») (export du 24/06/2020). Entre 2015 et 2016, décompte des suites à intervention de type « sanction administrative » (source : Wiki'T via DELPHES NG, export du 15/10/2019). En 2017, décompte des titres émis via CHORUS pour les sanctions PSI et données transmises par les Direcctes en ce qui concerne les sanctions Hors-PSI (source : tableau de bord, année 2017).

>> Une baisse significative du nombre d'interventions saisies dans Wiki'T entre 2014 et 2015 qui est pour l'essentiel principalement due aux **mouvements de réorganisation des services liés au plan Ministère Fort**. La réorganisation étant effective depuis janvier 2015, l'activité repart à la hausse depuis 2016.

>> Un nombre moyen d'interventions par agent de contrôle en 2018 et 2019 supérieurs à celui de 2013. L'EAO 2019 n'ayant pas été réalisée en raison de la pandémie, duplication de cet indicateur en s'appuyant cette fois-ci sur les effectifs de l'enquête flash.

2.2. | Nombre d'interventions saisies dans Wiki'T

Mise à jour
Trimestrielle



Source : Wiki'T (export du 05/10/2020 pour les données du dernier trimestre)

>> Alors que le nombre d'interventions **saisies** dans Wiki'T entre le 1^{er} janvier et le 29 février 2020 demeurait relativement stable par rapport à 2019 (-2% / - 1 237), les mesures de confinement prises mi-mars ont impacté de manière significative la saisie dans l'outil. Le mois d'avril est le plus impacté avec seulement 7 480 interventions saisies contre 27 286 en avril 2019 (-73%). Sur les 9 premiers mois, nous constatons une diminution de **24,5%** de la saisie par rapport à 2019 (170 813 interventions saisies contre 226 177 en 2019). En septembre 2020, le niveau de saisie est quasi similaire à celui de 2019 (-4%)

>> Pour rappel, nombre d'interventions **saisies** (à ne pas confondre avec « réalisés ») dans Wiki'T les années précédentes :

2016	2017	2018	2019
254 044	263 108 (+3,6%)	282 478 (+7,4%)	301 776 (+6,8%)

2.3. | Nombre d'interventions

Mise à jour
Trimestrielle

Régions	Nombre d'interventions Janvier > Sept. 2020				Total	Evolution 2019 / 2020	% "sur site"	OBJECTIFS % réalisation Janv-Sept	OBJECTIFS % réalisation annuel	
	Contrôle	Enquête	Examen de document	Réunion en entreprise						
France métropolitaine										
Auvergne-Rhône-Alpes	8 384	3 870	5 724	983	18 961	11,4%	-20%	57%	132%	99%
Bourgogne-Franche-Comté	3 385	1 209	2 148	192	6 934	4,2%	-25%	61%	149%	112%
Bretagne	3 960	1 474	2 354	317	8 105	4,9%	-19%	60%	143%	107%
Centre-Val de Loire	2 598	1 107	1 277	359	5 341	3,2%	-36%	66%	118%	88%
Corse	867	138	469	46	1 520	0,9%	3%	44%	222%	167%
Grand Est	7 152	3 405	6 366	768	17 691	10,7%	-22%	51%	199%	149%
Hauts-de-France	6 934	2 825	5 554	396	15 709	9,5%	-28%	51%	160%	120%
Ile-de-France	10 551	6 159	4 964	1 022	22 696	13,7%	-33%	63%	104%	78%
Normandie	2 870	1 314	3 046	314	7 544	4,5%	-38%	51%	133%	100%
Nouvelle Aquitaine	7 458	2 540	4 765	794	15 557	9,4%	-31%	61%	161%	121%
Occitanie	7 342	3 539	5 504	800	17 185	10,4%	-28%	56%	184%	138%
Pays de la Loire	3 707	1 971	2 801	401	8 880	5,4%	-29%	52%	147%	110%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	6 864	2 304	4 162	690	14 020	8,5%	-24%	64%	159%	119%
DGT	16	105	759	0	880	0,5%	-40%	71%		
TOTAL France métropolitaine	72 088	31 960	49 893	7 082	161 023	97,1%	-28%	58%		
France d'outre-mer										
Guadeloupe	587	247	452	56	1 342	0,8%	-4%	67%	180%	135%
Martinique	696	335	184	23	1 238	0,7%	-1%	71%	249%	187%
Guyane	225	41	131	3	400	0,2%	-53%	65%	161%	121%
Reunion	800	233	517	79	1 629	1,0%	-21%	51%	175%	131%
Mayotte	227	18	7	21	273	0,2%	-40%	88%	220%	165%
TOTAL France d'outre-mer	2 535	874	1 291	182	4 882	2,9%	-19%	64%		
TOTAL France	74 623	32 834	51 184	7 264	165 905	100,0%	-27%	58%	147%	110%
Répartition en %	45%	20%	31%	4%						
Evolution 2019 / 2020	-31%	-25%	-23%	-26%						
% sur site	90%	41%	19%	71%						

Source: Wiki'T (via DELPHES NG). Les données issues de Wiki'T correspondent à l'activité saisie sur l'outil et peuvent présenter un écart par rapport à l'activité réelle.
Période d'étude : 01/01/2020 au 30/09/2020 (export du 05/10/2020)

INTERVENTIONS : La notion d'intervention comprend quatre types d'actions distinctes et différents sous-types d'interventions :

- Le contrôle : visite de contrôle ; contre-visite
- L'enquête : AT ; MP ; salariés protégés ; autre
- La réunion en entreprise : Mission de conciliation ; CHSCT ; CISSCT ; CE/CCE ; autre
- L'examen de document : permis de construire ; plan de retrait ; règlement intérieur ; accord collectif, ...

Les trois premières sont liées à un déplacement sur site d'un agent de contrôle. Il peut toutefois être dérogé à ce principe sous certaines conditions.

>> **165 905 interventions** saisies dans Wiki'T sur les 9 premiers mois de l'année contre **228 260** en 2019 (-27% / -62 355).

>> Les régions les plus concernées par cette diminution :

- En nombre : **IDF (-33% / -11 232)**, **NA (-31% / -6 933)**, **Occitanie (-28% / -6 707)**, **HdF (-51% / -6 157)** ; **Grand Est (-22% / -5 113)**, ...
- En % : **Guyane (-53% / -459)**, **Mayotte (-40% / -185)**, **Normandie (-38% / -4 570)**, **CVL (-36% / -2 986)**, **IDF (-33% / -11 232)**, ...

>> Les **contrôles** sont le type d'intervention le plus impacté par cette baisse (-31% / -33 968).

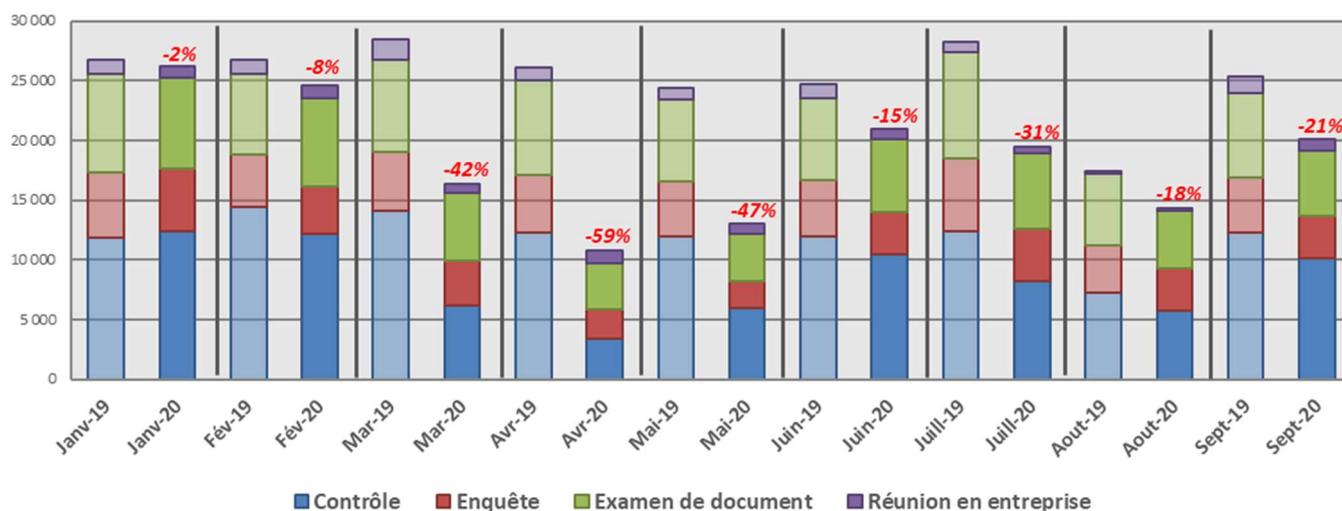
>> Sur les 9 premiers mois de l'année 2020, **58% des interventions avaient lieu « sur site »** (64% sur la même période en 2019). Ce pourcentage doit néanmoins être relativisé dans la mesure où cette modalité est sélectionnée par défaut lors de l'enregistrement d'une intervention.

>> **Les contrôles** représentent toujours près de la moitié des interventions (45%).

>> **OBJECTIFS** : **147%** des objectifs ont été atteints avec de fortes disparités suivant les territoires. *A noter que les objectifs fixés en matière de nombre d'interventions ont été révisés au mois d'août en passant de 300 000 à 150 000 compte tenu de la suspension du PNA entre mars et août 2020.*

COVID-19 : Analyse complémentaire

Nombre d'intervention réalisées sur les 9 premiers mois de l'année - Comparaison 2019 / 2020



Source: Wiki'T (via DELPHES NG). Les données issues de Wiki'T correspondent à l'activité saisie sur l'outil et peuvent présenter un écart par rapport à l'activité réelle. Période d'étude : 01/01/2020 au 30/09/2020 (export du 05/10/2020)

>> Comme le montre ce graphique, le nombre d'interventions réalisées sur les 9 premiers mois de l'année est en baisse par rapport à la même période en 2019. Le mois d'avril étant le plus impacté (-59%).

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Aout	Sept.
2019	26 719	26 735	28 440	26 165	24 360	24 739	28 268	17 492	25 342
2020	26 207	24 647	16 385	10 743	13 015	21 024	19 507	14 282	20 095
Evolution	-2%	-8%	-42%	-59%	-47%	-15%	-31%	-18%	-21%

Cette diminution doit cependant être relativisée, une partie des interventions sont en effet enregistrées plusieurs semaines, voire quelques fois, plusieurs mois après leur réalisation.

Régions	Nombre d'interventions Janvier > Sept 2020									Ecart	
	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Aout	Sept.	Janv > Sept-20	
France métropolitaine											
Auvergne-Rhône-Alpes	2 829	2 788	1 572	1 399	2 044	2 443	2 186	1 558	2 142	-687	-24%
Bourgogne-Franche-Comté	1 128	1 016	569	326	536	938	793	696	932	-196	-17%
Bretagne	1 339	1 326	842	432	596	1 136	1 026	603	805	-534	-40%
Centre-Val de Loire	896	775	618	375	403	646	607	388	633	-263	-29%
Corse	160	222	125	318	65	165	166	141	158	-2	-1%
Grand Est	2 617	2 493	1 856	1 080	1 091	2 362	2 095	1 719	2 378	-239	-9%
Hauts-de-France	2 498	2 325	1 572	1 107	1 099	1 791	1 826	1 348	2 143	-355	-14%
Ile-de-France	3 773	3 380	2 373	1 488	1 661	2 432	2 405	2 219	2 965	-808	-21%
Normandie	1 403	1 131	837	365	582	862	890	573	901	-502	-36%
Nouvelle Aquitaine	2 449	2 283	1 376	815	1 204	2 232	1 938	1 463	1 797	-652	-27%
Occitanie	2 525	2 450	1 747	1 219	1 373	2 249	2 085	1 447	2 090	-435	-17%
Pays de la Loire	1 513	1 299	1 013	539	553	1 069	1 140	673	1 081	-432	-29%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2 385	2 114	1 379	1 024	1 301	1 821	1 557	1 043	1 396	-989	-41%
DGT	137	117	139	82	75	110	74	46	100	-37	-27%
TOTAL France métropolitaine	25 652	23 719	16 018	10 569	12 583	20 256	18 788	13 917	19 521	-6 131	-24%
France d'outre-mer											
Guadeloupe	135	215	86	74	96	184	189	138	225	90	67%
Martinique	198	101	62	17	151	251	240	80	138	-60	-30%
Guyane	37	105	93	3	6	31	73	18	34	-3	-8%
Reunion	134	446	122	79	151	238	188	118	153	19	14%
Mayotte	51	61	4	1	28	64	29	11	24	-27	-53%
TOTAL France d'outre-mer	555	928	367	174	432	768	719	365	574	19	3%
TOTAL France	26 207	24 647	16 385	10 743	13 015	21 024	19 507	14 282	20 095	-6 112	-23%

Source: Wiki'T (via DELPHES NG). Les données issues de Wiki'T correspondent à l'activité saisie sur l'outil et peuvent présenter un écart par rapport à l'activité réelle.

Période d'étude : 01/01/2020 au 30/09/2020 (export du 05/10/2020)

>> Après 2 mois de baisse (mars et avril), le nombre d'interventions remonte progressivement. Le nombre d'interventions en septembre dernier n'accuse plus que 23% de moins par rapport au niveau observé en janvier 2020.

2.4. | Détails des interventions (Indicateur PNA 2020)

Mise à jour
Trimestrielle

Régions	Interventions 2020 Janvier > Septembre 2020				Contrôles				Examen de docs				Enquêtes				Réunions en ent.			
	Nb. d'interventions (Total)	Répartition (Total)	RESULTAT "Sur site"	RESULTAT "avec suite"	Nb.	Part % "Contrôles"	RESULTAT "Sur site"	RESULTAT "avec suite"	Nb.	Part % "Examen de docs"	RESULTAT "Sur site"	RESULTAT "avec suite"	Nb.	Part % "Enquêtes"	RESULTAT "Sur site"	RESULTAT "avec suite"	Nb.	Part % "Réunions en ent."	RESULTAT "Sur site"	RESULTAT "avec suite"
France métropolitaine																				
Auvergne-Rhône-Alpes	18 980	11%	57%	89%	8 394	44%	92%	89%	5 725	30%	15%	89%	3 877	20%	41%	97%	984	5%	64%	70%
Bourgogne-Franche-Comté	6 945	4%	61%	86%	3 388	49%	96%	85%	2 149	31%	13%	84%	1 216	18%	47%	95%	192	3%	72%	69%
Bretagne	8 119	5%	60%	87%	3 968	49%	91%	84%	2 357	29%	17%	89%	1 476	18%	42%	97%	318	4%	83%	59%
Centre-Val de Loire	5 346	3%	66%	89%	2 603	49%	94%	85%	1 276	24%	27%	95%	1 108	21%	42%	97%	359	7%	77%	67%
Corse	1 522	1%	44%	88%	868	57%	58%	93%	469	31%	22%	81%	138	9%	33%	77%	47	3%	36%	87%
Grand Est	17 721	11%	51%	85%	7 158	40%	90%	83%	6 374	36%	15%	86%	3 416	19%	34%	93%	773	4%	65%	59%
Hauts-de-France	15 749	10%	51%	89%	6 955	44%	84%	88%	5 570	35%	16%	87%	2 828	18%	33%	97%	396	3%	77%	83%
Ile-de-France	22 760	14%	63%	94%	10 583	46%	89%	94%	4 973	22%	26%	89%	6 182	27%	47%	99%	1 022	4%	63%	90%
Normandie	7 555	5%	51%	89%	2 877	38%	91%	86%	3 047	40%	15%	89%	1 317	17%	42%	96%	314	4%	78%	77%
Nouvelle Aquitaine	15 577	9%	61%	88%	7 473	48%	94%	88%	4 765	31%	17%	89%	2 545	16%	41%	96%	794	5%	81%	61%
Occitanie	17 226	10%	56%	86%	7 365	43%	90%	84%	5 510	32%	19%	86%	3 548	21%	41%	98%	803	5%	72%	62%
Pays de la Loire	8 900	5%	52%	91%	3 716	42%	85%	88%	2 801	31%	17%	92%	1 980	22%	37%	98%	403	5%	69%	72%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	14 061	9%	64%	91%	6 882	49%	95%	92%	4 182	30%	21%	88%	2 306	16%	48%	97%	691	5%	76%	74%
TOTAL France métropolitaine	160 461	97%	58%	89%	72 230	45%	90%	88%	49 198	31%	18%	88%	31 937	20%	41%	97%	7 096	4%	71%	71%
France d'outre-mer																				
Guadeloupe	1 346	1%	67%	95%	588	44%	88%	93%	454	34%	44%	97%	248	18%	55%	100%	56	4%	84%	89%
Martinique	1 255	1%	71%	93%	699	56%	87%	94%	198	16%	54%	88%	335	27%	46%	98%	23	2%	96%	48%
Guyane	400	0%	65%	87%	225	56%	98%	81%	130	33%	18%	92%	42	11%	36%	100%	3	1%	100%	100%
Reunion	1 636	1%	51%	93%	804	49%	81%	90%	519	32%	11%	98%	233	14%	30%	98%	80	5%	68%	70%
Mayotte	275	0%	88%	69%	229	83%	93%	71%	7	3%	29%	100%	18	7%	50%	94%	21	8%	86%	19%
TOTAL France d'outre-mer	4 912	3%	64%	92%	2545	52%	87%	89%	1308	27%	30%	95%	876	18%	44%	99%	183	4%	79%	68%
TOTAL France	165 373	100%	58%	89%	74 775	45%	90%	88%	50 506	31%	18%	88%	32 813	20%	41%	97%	7 279	4%	71%	71%

Source: Wiki'T. Les données issues de Wiki'T correspondent à l'activité saisie sur l'outil et peuvent présenter un écart par rapport à l'activité réelle.

Période d'étude : 01/01/2020 au 30/09/2020 (export du 05/10/2020)

Note : Les données peuvent présenter des écarts avec les chiffres présentés dans ce tableau de bord (indicateur 2.3), la source employée étant différente.

>> **58% des interventions sont réalisées « sur site »**. Ce pourcentage doit néanmoins être relativisé dans la mesure où cette modalité est sélectionnée par défaut lors de l'enregistrement d'une intervention.

- Pour les contrôles, cette part est de **90%**. Sur les 9 premiers mois de l'année, seule la Corse se détache très nettement de cette tendance nationale avec un pourcentage de contrôle « sur site » significativement bien plus faible (**58%**).

>> 11% des interventions étant classés « sans suite » dès leur saisie dans Wiki'T, **9 interventions sur 10 donnent donc potentiellement lieu à des suites (89%)**. Cette part est cependant certainement surévaluée dans la mesure où le contrôle de cet indicateur s'opère ici sur le cochage « sans suite : Oui / Non » et non pas sur l'existence réelle de suite.

- Les enquêtes sont annoncées comme le type d'intervention donnant le plus souvent lieu à une suite (**97%**), suivi des contrôles (**88%**), des examens de documents (**88%**) et des réunions en entreprise (**71%**).

2.5. | Nombre d'établissements distincts visés par au moins une intervention (Indicateur PNA 2020)

Mise à jour
Trimestrielle

Régions	Nombre d'établissements distincts concernés par une intervention				Total
	Contrôle	Enquête	Examen de document	Réunion en entreprise	
France métropolitaine					
Auvergne-Rhône-Alpes	6 169	2 663	4 180	701	11 456
Bourgogne-Franche-Comté	2 471	837	1 446	156	4 228
Bretagne	2 874	1 061	1 537	227	4 868
Centre-Val de Loire	1 928	696	927	255	3 258
Corse	661	115	351	33	984
Grand Est	5 586	2 324	3 906	561	10 102
Hauts-de-France	4 830	1 928	3 722	293	8 735
Ile-de-France	7 556	3 730	3 460	769	13 166
Normandie	2 054	903	1 958	226	4 165
Nouvelle Aquitaine	5 373	1 879	3 438	540	9 442
Occitanie	5 442	2 450	3 560	542	10 062
Pays de la Loire	2 893	1 462	2 133	317	5 816
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4 835	1 533	2 787	515	7 956
DGT	3	48	504	0	547
France d'outre-mer					
Guadeloupe	399	117	324	40	718
Martinique	553	252	153	15	852
Guyane	214	27	81	3	309
Reunion	609	176	441	66	1 089
Mayotte	162	12	7	13	175
TOTAL	53 501	22 184	34 005	5 261	95 248

Source: Wiki'T (via DELPHES NG). Les données issues de Wiki'T correspondent à l'activité saisie sur l'outil et peuvent présenter un écart par rapport à l'activité réelle.

Période d'étude : 01/01/2020 au 30/09/2020 (export du 05/10/2020)

INTERVENTIONS : La notion d'intervention comprend quatre types d'actions distinctes et différents sous-types d'interventions :

- Le contrôle : visite de contrôle ; contre-visite
- L'enquête : AT ; MP ; salariés protégés ; autre
- La réunion en entreprise : Mission de conciliation ; CHSCT ; CISSCT ; CE/CCE ; autre
- L'examen de document : permis de construire ; plan de retrait ; règlement intérieur ; accord collectif, ...

Les trois premières sont liées à un déplacement sur site d'un agent de contrôle. Il peut toutefois être dérogé à ce principe sous certaines conditions.

METHODE DE CALCUL : Sont présentés ici le nombre d'établissements concernés par au moins une intervention pour l'entité concernée (région ou total France). Dans l'éventualité où un établissement aurait fait l'objet de plusieurs sous-types d'intervention dans une région donnée (ex : un ou plusieurs contrôles + une ou plusieurs enquêtes), cet établissement sera comptabilisé dans la colonne « contrôle » mais également « enquête ». Il ne sera cependant comptabilisé qu'une seule fois dans le total de la région. Cette règle vaut également en ce qui concerne le total national. Cette méthodologie explique que le total ne corresponde pas à la somme des éléments qui le compose.

>> **Nouvel indicateur issu du suivi réalisé dans le cadre du PNA 2020.**

>> Sur les 9 premiers mois de l'année, **95 248 établissements** ont fait l'objet d'au moins une intervention contre **124 122** sur la même période en 2019 (-23% / -28 874).

>> Seule la Martinique fait état d'un plus grand nombre d'établissements visés par au moins une intervention sur les 9 premiers mois de l'année par rapport à la même période en 2019 (852 contre 752 en 2019).

2.6. | Nombre de suites à intervention

Mise à jour
Trimestrielle

Régions	Nombre de suites à intervention Janvier > Sept. 2020											Total	Evolution 2019 / 2020	
	Avis + Rapport	Décision	Décision d'arrêt d'activité	Décision de chantier	Demande de vérification et de mesurage	Mémoires (en appel, cassation, défense)	Mise en demeure	Obs. écrites	PV	Référé	Signalement au parquet			
France métropolitaine														
Auvergne-Rhône-Alpes	878	2 529	4	376	67	51	227	11 865	288	3	79	16 371	11,4%	-20%
Bourgogne-Franche-Comté	322	1 051	0	312	25	5	106	4 338	122	1	15	6 300	4,4%	-19%
Bretagne	321	922	1	132	14	0	54	5 076	106	0	38	6 665	4,6%	-19%
Centre-Val de Loire	300	881	2	136	19	4	113	2 976	68	1	25	4 527	3,1%	-32%
Corse	185	67	0	21	0	2	38	982	20	0	54	1 369	1,0%	-2%
Grand Est	857	2 326	6	225	38	22	366	10 831	275	5	145	15 096	10,5%	-21%
Hauts-de-France	522	1 682	8	349	24	0	199	10 540	240	2	38	13 604	9,4%	-26%
Ile-de-France	824	5 023	7	347	83	11	583	12 951	403	1	185	20 418	14,2%	-31%
Normandie	272	719	1	154	25	10	129	5 278	117	0	15	6 720	4,7%	-34%
Nouvelle Aquitaine	471	1 735	2	223	35	5	207	10 489	215	1	38	13 421	9,3%	-28%
Occitanie	582	1 988	4	296	28	0	149	10 352	307	2	35	13 743	9,5%	-29%
Pays de la Loire	409	1 329	0	148	30	0	128	5 793	124	0	31	7 992	5,5%	-30%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	773	1 859	3	305	20	28	360	9 052	250	7	30	12 687	8,8%	-24%
DGT	32	646	0	0	0	249	2	35	6	0	6	976	0,7%	-35%
TOTAL France métropolitaine	6 748	22 757	38	3 024	408	387	2 661	100 558	2 541	23	734	139 889	97,1%	-26%
France d'outre-mer														
Guadeloupe	27	144	1	101	5	0	38	715	24	1	0	1 056	0,7%	-7%
Martinique	40	173	0	48	2	0	30	930	8	0	0	1 231	0,9%	11%
Guyane	4	20	0	1	0	0	0	171	4	0	0	200	0,1%	-63%
Reunion	77	177	0	51	2	0	23	1 194	35	0	2	1 561	1,1%	-17%
Mayotte	0	6	0	1	0	0	0	121	3	0	1	132	0,1%	-55%
TOTAL France d'outre-mer	148	520	1	202	9	0	91	3 131	74	1	3	4 180	2,9%	-16%
TOTAL France	6 896	23 277	39	3 226	417	387	2 752	103 689	2 615	24	737	144 069	100,0%	-26%
Répartition en %	4,8%	16,2%	0,0%	2,2%	0,3%	0,3%	1,9%	72,0%	1,8%	0,0%	0,5%			
Evolution 2019 / 2020	-30%	-25%	-51%	-41%	-39%	-33%	-38%	-25%	-34%	-61%	40%			

Source: Wiki'T (via DELPHES NG). Les données issues de Wiki'T correspondent à l'activité saisie sur l'outil et peuvent présenter un écart par rapport à l'activité réelle.

Période d'étude : 01/01/2020 au 30/09/2020 (export du 05/10/2020)

Note 1 : Sur les 9 premiers mois de l'année 2020, aux 144 069 suites à intervention correctement ventilées par type de suite, s'ajoutent 430 suites de type « inconnu » (653 suite de type « inconnue » sur la même période en 2019).

Note 2 : La charte de saisie Wiki'T indique que les sanctions administratives doivent être enregistrées dans l'outil informatique via le type de suite « décision ». Cependant, sur les 9 premiers mois de l'année 2020, 10 d'entre elles sont toujours enregistrées via l'ancienne rubrique « sanction administrative » (contre 39 sur la même période en 2019). Ces enregistrements ont été masqués dans le tableau ci-contre mais sont tout de même comptabilisés dans le total.

>> Diminution du nombre de suites à intervention sur les 9 premiers mois de l'année 2020 par rapport à 2019 : **144 069** contre **194 481** (-26% / -50 412). A noter que l'on ne peut pas rapporter le nombre de suites au nombre d'interventions. En effet, certaines suites n'interviennent qu'après plusieurs interventions. A contrario, plusieurs suites peuvent se rapporter à une même intervention.

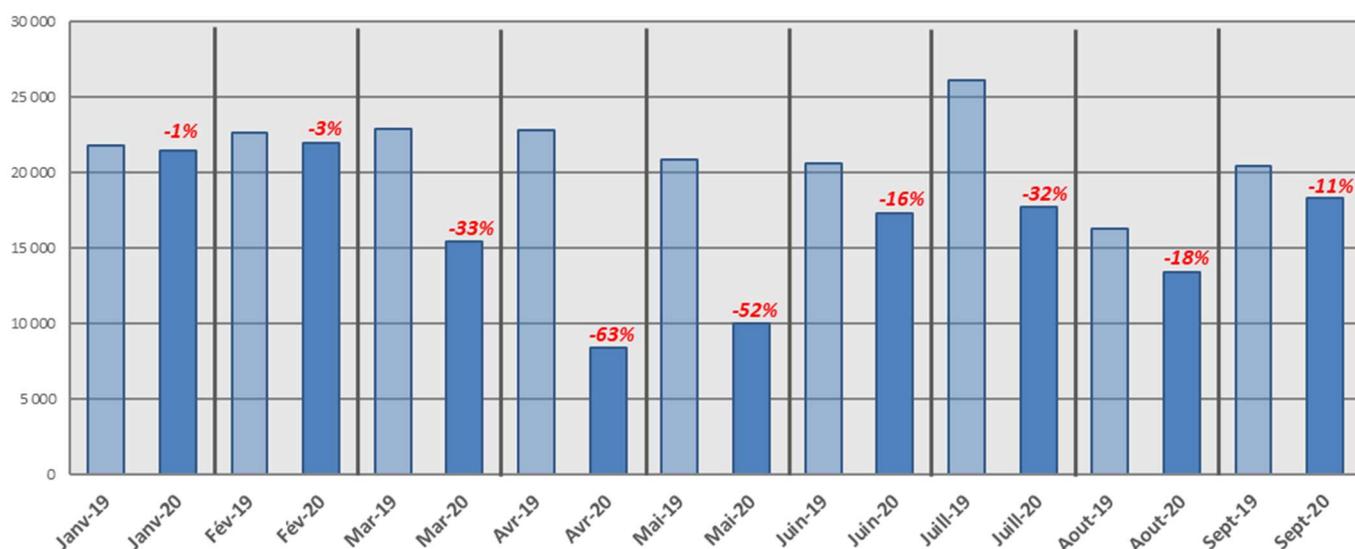
>> Les lettres d'observations représentent **toujours près des ¾** des suites à intervention (72%). Les plus fortes diminutions concernent les **référés** (-61%) ainsi que les **décisions d'arrêt d'activité** (-51%).

>> Les régions les plus concernées par cette diminution :

- En valeur absolue : **IDF** (-31% / -9 331), **Occitanie** (-29% / -5 602), **NA** (-28% / -5 248), **HdF** (-26% / -4 733) ; **Grand Est** (-21% / -4 119), **ARA** (-20% / -4 062), ...
- En % : **Guyane** (-63% / -343), **Mayotte** (-55% / -163), **Normandie** (-34% / -3 388), **CVL** (-32% / -2 139), **IDF** (-31% / -9 331), **PDL** (-30% / -3 423), ...

COVID-19 : Analyse complémentaire

Nombre de suites données sur les 9 premiers mois de l'année (Comparaison 2019 / 2020)



Source: Wiki'T (via DELPHES NG). Les données issues de Wiki'T correspondent à l'activité saisie sur l'outil et peuvent présenter un écart par rapport à l'activité réelle. Période d'étude : 01/01/2020 au 30/09/2020 (export du 05/10/2020)

>> Comme le montre ce graphique, le nombre de suites à intervention réalisées sur les 9 premiers mois de l'année est en baisse par rapport à la même période en 2019. Le mois d'avril étant le plus impacté (-63%).

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Aout	Sept.
2019	21 786	22 608	22 899	22 791	20 889	20 635	26 110	16 293	20 470
2020	21 484	21 994	15 402	8 438	10 013	17 316	17 732	13 402	18 288
Evolution	-1%	-3%	-33%	-63%	-52%	-16%	-32%	-18%	-11%

Tout comme pour les interventions, cette diminution doit cependant être relativisée, une partie des suites à interventions sont en effet enregistrées plusieurs semaines, voire quelques fois, plusieurs mois après leur réalisation.

Régions	Nombre de suites Janvier > Septembre 2020									Ecart	
	Janv.	Fév.	Mars.	Avr.	Mai	Juin	Juillet	Aout	Sept.	Janv > Sept-20	%
France métropolitaine										-3 290	-16%
Auvergne-Rhône-Alpes	2 345	2 432	1 458	1 055	1 667	1 944	1 885	1 550	2 035	-310	-13%
Bourgogne-Franche-Comté	922	975	598	324	475	773	773	608	852	-70	-8%
Bretagne	1 043	1 045	783	393	419	839	959	501	683	-360	-35%
Centre-Val de Loire	675	695	553	311	339	521	524	339	570	-105	-16%
Corse	138	236	131	265	37	95	152	164	151	13	9%
Grand Est	2 105	2 140	1 753	857	903	1 967	1 833	1 508	2 030	-75	-4%
Hauts-de-France	2 166	2 067	1 421	969	852	1 579	1 635	1 209	1 706	-460	-21%
Ile-de-France	3 186	3 294	2 173	1 057	1 283	2 104	2 301	1 963	3 057	-129	-4%
Normandie	1 196	1 062	785	240	409	775	815	574	864	-332	-28%
Nouvelle Aquitaine	1 841	2 011	1 263	647	827	1 979	1 821	1 442	1 590	-251	-14%
Occitanie	1 970	2 018	1 480	729	863	1 613	1 874	1 417	1 779	-191	-10%
Pays de la Loire	1 283	1 314	993	443	420	879	995	695	970	-313	-24%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2 025	1 950	1 521	909	1 054	1 474	1 454	980	1 320	-705	-35%
DGT	138	107	148	103	51	126	99	68	136	-2	-1%
France d'outre-mer										94	21%
Guadeloupe	92	169	86	52	91	125	138	136	167	75	82%
Martinique	168	113	43	19	152	257	217	88	174	6	4%
Guyane	31	12	39	3	12	8	61	18	16	-15	-48%
Reunion	143	326	171	61	152	216	184	138	170	27	19%
Mayotte	17	28	3	1	7	42	12	4	18	1	6%
TOTAL France	21 484	21 994	15 402	8 438	10 013	17 316	17 732	13 402	18 288	-3 196	-15%

Source: Wiki'T (via DELPHES NG). Les données issues de Wiki'T correspondent à l'activité saisie sur l'outil et peuvent présenter un écart par rapport à l'activité réelle. Période d'étude : 01/01/2020 au 30/09/2020 (export du 05/10/2020)

>> Après 2 mois de baisse (mars et avril), le nombre de suites remonte progressivement. Le nombre de suites réalisées en septembre dernier n'accuse plus que 15% de moins par rapport au niveau observé en janvier 2020.

>> En Corse mais également en outre-mer (hors Guyane), le nombre de suites notifiées en septembre excède celles notifiées en janvier dernier.

Régions	Nombre d'interventions - Plans et campagnes 2020 Janvier > Sept 2020											OBJECTIFS % réalisation Janv-Sept	OBJECTIFS % réalisation annuel	
	1 - PSI	2 - Travail illégal (dont PA "lutte contre la fraude à l'activité partielle)	3- Egalité pro.	4- Chutes de hauteur	5- Amiante	6- ICPE/ SEVESO	COVID- 19	Total	Evolution 2019 / 2020	% sur le nombre d'interventions totale				
France métropolitaine														
Auvergne-Rhône-Alpes	1 191	2 669	372	1 927	687	98	2 822	9 766	10,8%	-22%	52%	145%	109%	
Bourgogne-Franche-Comté	486	1 285	75	991	292	47	949	4 125	4,6%	-28%	59%	192%	144%	
Bretagne	449	1 250	134	884	384	26	857	3 984	4,4%	-27%	49%	156%	117%	
Centre-Val de Loire	290	602	51	546	231	19	826	2 565	2,8%	-35%	48%	122%	91%	
Corse	97	277	90	148	105	2	236	955	1,1%	12%	63%	295%	222%	
Grand Est	1 133	3 081	465	1 562	636	105	2 655	9 637	10,6%	-23%	54%	216%	162%	
Hauts-de-France	644	2 292	405	1 692	855	87	2 646	8 621	9,5%	-32%	55%	186%	139%	
Ile-de-France	1 617	4 025	753	2 238	728	84	2 947	12 392	13,7%	-38%	55%	120%	90%	
Normandie	219	570	271	490	296	89	808	2 743	3,0%	-48%	36%	103%	77%	
Nouvelle Aquitaine	984	2 511	182	1 661	745	34	2 003	8 120	9,0%	-40%	52%	166%	125%	
Occitanie	686	2 901	252	2 060	911	56	3 415	10 281	11,4%	-29%	60%	238%	178%	
Pays de la Loire	416	1 739	172	803	320	55	1 087	4 592	5,1%	-35%	52%	156%	117%	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 009	2 918	500	1 803	619	264	2 744	9 857	10,9%	-28%	70%	230%	172%	
TOTAL France métropolitaine	9 221	26 120	3 722	16 805	6 809	966	23 995	87 638	96,8%	-32%	55%			
France d'outre-mer														
Guadeloupe	22	176	19	122	60	5	205	609	0,7%	3%	45%	177%	133%	
Martinique	77	137	51	63	26	1	385	740	0,8%	3%	60%	284%	213%	
Guyane	2	166	34	21	19	0	3	245	0,3%	-49%	61%	263%	198%	
Reunion	20	329	249	183	30	4	281	1 096	1,2%	-7%	67%	246%	184%	
Mayotte	0	76	0	41	1	1	84	203	0,2%	-7%	74%	366%	274%	
TOTAL France d'outre-mer	121	884	353	430	136	11	958	2 893	3,2%	-9%	59%			
TOTAL France	9 342	27 004	4 075	17 235	6 945	977	24 953	90 531	100,0%	-31%	55%	169%	127%	
Répartition en %	10,3%	29,8%	4,5%	19,0%	7,7%	1,1%	27,6%	100,0%						
Evolution 2019 / 2020	-46%	-31%	-46%	-43%	-44%	-11%	-	-31%						
Objectifs % réalisation période	125%	218%	72%	92%	93%	52%	-	169%						

Source: Wiki'T (via DELPHES NG). Les données issues de Wiki'T correspondent à l'activité saisie sur l'outil et peuvent présenter un écart par rapport à l'activité réelle.

Période d'étude : 01/01/2020 au 30/09/2020 (export du 05/10/2020)

Notes : Ne sont pas comptabilisés dans ce tableau les enregistrements ventilés « DGT ». Les données « COVID-19 » ne tiennent pas compte des données enregistrées dans SOLEN.

>> Une mobilisation sur les priorités collectives fortement impactée par le contexte de crise sanitaire : **-31%** d'interventions sur ces actions prioritaires par rapport à la même période en 2019 (**-40 637 interventions**)

>> 55% des interventions ont trait à ces priorités contre 57% lors de la même période en 2019.

>> Les régions les plus concernées par cette diminution :

- En nombre : **IDF (-38% / -7 721)**, **NA (-40% / -5 466)**, **Occitanie (-29% / -4 136)**, **HdF (-32% / -4 089)**, ...
- En % : **Guyane (-49% / -232)**, **Normandie (-48% / -2 578)**, **NA (-40% / -5 466)**, **IDF (-38% / -7 721)**, ...

>> Mobilisation très hétérogène suivant les régions : de **36%** à **74%** des interventions

- Part importante de l'activité : **Mayotte (74%)**, **PACA (70%)**, **Réunion (67%)**, ...
- Part moins importante de l'activité : **Normandie (36%)**, **Guadeloupe (45%)**, **CVL (48%)**, ...

>> La **lutte contre le travail illégal + PSI** qui représentent habituellement plus de la moitié de ces interventions ne représentent plus que 40%. Plus d'un quart des interventions (28%) sont maintenant liées au PA **COVID-19** créé en juin dernier.

- **EN ↗** : **ICPE/SEVESO (+11% / +99)**,
- **EN ↘** : **PSI (-46% / -7 923)**, **Ega pro (-46% / -3 414)**, **Amiante (-44% / -5 392)**, **Chutes de hauteur (-43% / -13 125)**, **TI (-31% / -12 372)**

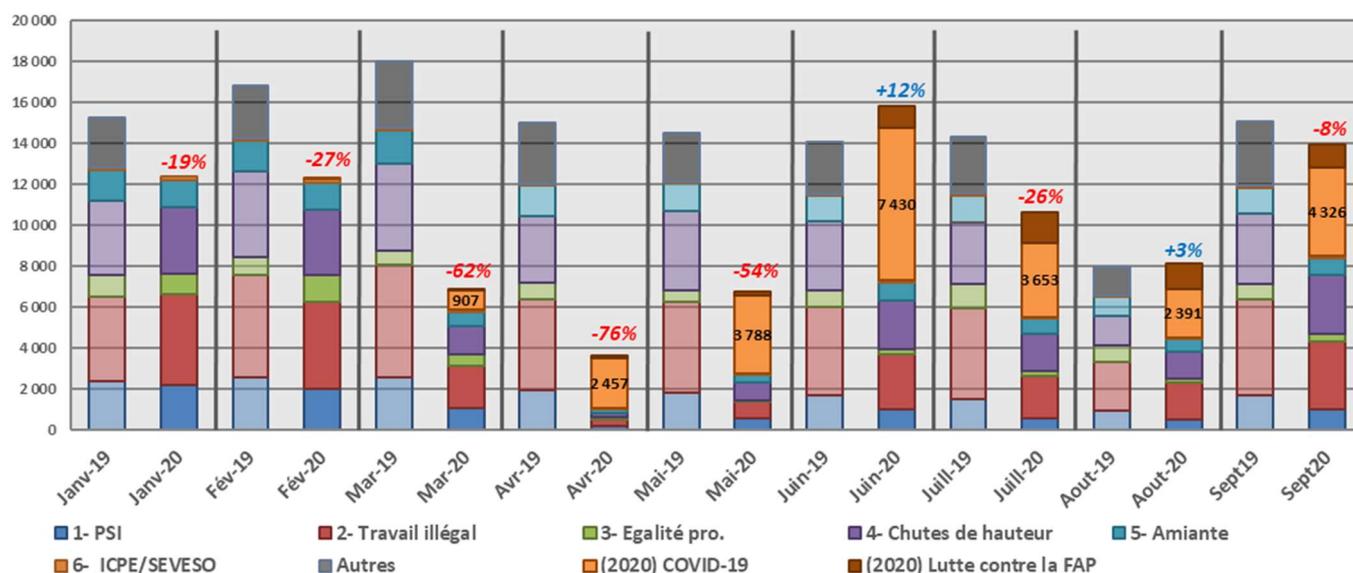
>> **OBJECTIFS** : 55% des objectifs fixés sur les 9 premiers ont été atteints. *A noter que les objectifs fixés en matière de nombre d'interventions liées aux priorités ont été révisés au mois d'août en passant de 143 000 à 71 500 suite à la suspension du PNA entre mars et août 2020.*

>> Les **contrôles (visite + contre-visite)** représentant, pour ces actions prioritaires (hors PA covid-19 et lutte contre la fraude à l'activité partielle), **une part significativement plus importante des interventions (70% contre 45% toute action confondue).**

- S'agissant des interventions liées aux PA « COVID-19 » et « Lutte contre la fraude à l'activité partielle », les contrôles représentent respectivement 73% et 59% des interventions.

COVID-19 : Analyse complémentaire

Nombre d'interventions prioritaires réalisées sur les 9 premiers mois (Comparaison 2019/2020)



Source: Wiki'T (via DELPHES NG). Les données issues de Wiki'T correspondent à l'activité saisie sur l'outil et peuvent présenter un écart par rapport à l'activité réelle. Période d'étude : 01/01/2020 au 30/09/2020 (export du 05/10/2020). « Lutte contre la fraude à l'activité partielle » abrégée « lutte contre la FAP ».

>> Le nombre d'interventions sur les priorités d'actions est en baisse par rapport à la même période en 2019, excepté en juin (+12%) et en août (+3%), phénomène s'expliquant par l'activité liée aux PA « COVID-19 » et « lutte contre la FAP ».

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Aout	Sept.
2019	15 260	16 833	18 046	15 031	14 530	14 097	14 339	7 932	15 107
2020	12 416	12 280	6 882	3 658	6 756	15 845	10 626	8 144	13 928
Evolution	-19%	-27%	-62%	-76%	-54%	+12%	-26%	+3%	-8%

Cette diminution doit cependant être relativisée, **une partie des interventions sont en effet enregistrées plusieurs semaines, voire quelques fois, plusieurs mois après leur réalisation.**

Régions	Nombre d'interventions prio. Janvier > Sept 2020									Ecart		
	Janv.	Fév.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juillet	Aout	Sept.	Janv > Sept-20		
France métropolitaine												
Auvergne-Rhône-Alpes	1332	1435	586	292	1001	1927	1067	804	1322	-10	-1%	
Bourgogne-Franche-Comté	554	587	242	59	292	789	477	404	721	167	30%	
Bretagne	601	684	469	174	229	685	455	244	443	-158	-26%	
Centre-Val de Loire	449	363	276	131	167	366	249	162	402	-47	-10%	
Corse	86	128	63	7	35	186	169	92	189	103	120%	
Grand Est	1312	1124	719	233	437	1692	1146	1107	1867	555	42%	
Hauts-de-France	932	1027	673	488	536	1216	1151	835	1763	831	89%	
Ile-de-France	1973	1699	873	728	905	1601	1329	1354	1930	-43	-2%	
Normandie	539	359	194	85	224	422	355	194	371	-168	-31%	
Nouvelle Aquitaine	1162	1286	474	198	573	1614	978	776	1059	-103	-9%	
Occitanie	1062	1075	913	708	948	1858	1220	854	1643	581	55%	
Pays de la Loire	643	589	499	170	204	954	632	295	606	-37	-6%	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1477	1364	741	367	980	1966	999	789	1174	-303	-21%	
DGT	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
TOTAL France métropolitaine	12 122	11 720	6 722	3 640	6 531	15 276	10 227	7 910	13 490	1 368	11%	
France d'outre-mer												
Guadeloupe	69	35	11	6	28	87	108	98	167	98	142%	
Martinique	126	35	27	3	92	151	144	50	112	-14	-11%	
Guyane	35	88	85	1	0	4	7	2	23	-12	-34%	
Reunion	51	375	36	6	61	240	116	79	132	81	159%	
Mayotte	13	26	1	0	44	87	23	5	4	-9	-69%	
TOTAL France d'outre-mer	294	559	160	16	225	569	398	234	438	144	49%	
TOTAL France	12 416	12 279	6 882	3 656	6 756	15 845	10 625	8 144	13 928	1 512	12%	

Source: Wiki'T (via DELPHES NG). Les données issues de Wiki'T correspondent à l'activité saisie sur l'outil et peuvent présenter un écart par rapport à l'activité réelle. Période d'étude : 01/01/2020 au 30/09/2020 (export du 05/10/2020)

>> Après 2 mois de baisse (mars et avril), le nombre d'interventions remonte progressivement.

>> A noter que le nombre d'interventions (PA) en juin et septembre dernier est même supérieur au nombre d'interventions (PA) réalisées en janvier. Le graphique présenté plus haut aide à comprendre ce phénomène (mobilisation très importante du PA « COVID-19 » sur ces deux mois de l'année).

Mise à jour
Trimestrielle

2.8. | Nombre d'activités de services

Régions	Nombre d'activités de service par mois en 2020 Janvier > Septembre 2020												Total	Evolution 2019 / 2020	
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.			
France métropolitaine															
Auvergne-Rhône-Alpes	231	173	145	161	133	119	50	53	96	-	-	-	1 161	22,2%	-27%
Bourgogne-Franche-Comté	98	78	52	27	35	48	26	12	12	-	-	-	388	7,4%	-41%
Bretagne	47	29	22	9	9	10	10	6	16	-	-	-	158	3,0%	-11%
Centre-Val de Loire	116	40	35	20	18	28	53	8	23	-	-	-	341	6,5%	-50%
Corse	13	4	3	5	5	4	5	1	4	-	-	-	44	0,8%	-27%
Grand Est	138	117	39	36	38	68	37	3	36	-	-	-	512	9,8%	-35%
Hauts-de-France	50	58	26	27	7	12	5	5	10	-	-	-	200	3,8%	-73%
Ile-de-France	51	34	26	32	33	8	11	3	13	-	-	-	211	4,0%	-60%
Normandie	58	50	50	72	40	42	26	12	33	-	-	-	383	7,3%	-26%
Nouvelle Aquitaine	55	43	30	22	21	22	23	22	31	-	-	-	269	5,1%	-40%
Occitanie	134	180	145	82	78	90	92	38	115	-	-	-	954	18,2%	-25%
Pays de la Loire	27	24	42	32	28	21	12	4	8	-	-	-	198	3,8%	27%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	45	29	41	51	41	40	11	11	17	-	-	-	286	5,5%	-43%
TOTAL France métropolitaine	1 063	859	656	576	486	512	361	178	414	-	-	-	5 105	97,4%	-37%
France d'outre-mer															
Guadeloupe	4	7	2	1	0	6	3	3	8	-	-	-	34	0,6%	127%
Martinique	6	5	0	2	0	3	1	0	4	-	-	-	21	0,4%	-32%
Guyane	1	2	0	0	0	0	0	0	0	-	-	-	3	0,1%	-95%
Reunion	3	16	6	4	5	3	1	0	0	-	-	-	38	0,7%	-76%
Mayotte	17	11	0	0	3	4	0	0	3	-	-	-	38	0,7%	-39%
TOTAL France d'outre-mer	31	41	8	7	8	16	5	3	15	-	-	-	134	2,6%	-58%
TOTAL France	1 094	900	664	583	494	528	366	181	429	-	-	-	5 239	100,0%	-38,1%
Répartition en %	20,9%	17,2%	12,7%	11,1%	9,4%	10,1%	7,0%	3,5%	8,2%	-	-	-			
Evolution 2019 / 2020	-27%	-21%	-50%	-42%	-41%	-41%	-38%	-39%	-52%	-	-	-			

Source: Wiki'T (via DELPHES NG). Les données issues de Wiki'T correspondent à l'activité saisie sur l'outil et peuvent présenter un écart par rapport à l'activité réelle.

Régions	Nombre d'activités de service par mois et par type en 2020 Janvier > Sept 2020												Total	Evolution 2019 / 2020	
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.			
Type d'activité de service															
Rendez-vous	372	301	205	95	76	108	153	75	149	-	-	-	1 534	29,3%	-49%
Réunions internes au service	367	278	148	195	212	200	94	44	147	-	-	-	1 685	32,2%	-28%
Réunions externes au service	195	174	97	41	64	79	41	12	56	-	-	-	759	14,5%	-54%
Traitement et diffusion de l'information	118	108	191	251	136	128	72	45	54	-	-	-	1 103	21,0%	74%
Formation suivie	30	27	17	1	4	11	5	2	18	-	-	-	115	2,2%	-81%
Formation dispensée	13	12	6	0	2	2	1	3	5	-	-	-	44	0,8%	-81%
TOTAL France	1 095	900	664	583	494	528	366	181	429	-	-	-	5 240	100,0%	-38,1%
Répartition en %	20,9%	17,2%	12,7%	11,1%	9,4%	10,1%	7,0%	3,5%	8,2%	-	-	-			
Evolution 2019 / 2020	-27%	-21%	-50%	-42%	-41%	-41%	-38%	-39%	-52%	-	-	-			

Source: Wiki'T (via DELPHES NG). Les données issues de Wiki'T correspondent à l'activité saisie sur l'outil et peuvent présenter un écart par rapport à l'activité réelle.
Période d'étude : 01/01/2020 au 30/09/2020 (export du 05/10/2020)

>> Diminution du nombre d'activité de service sur les 9 premiers de l'année 2020 (5 239) par rapport à la même période en 2019 (8 460).

>> Les « rendez-vous » qui représentaient plus d'un tiers des activités de service au 1^{er} trim. 2020 (35%) ne représentent plus que 29% et sont, sur les 9 premiers mois, devancés par les « réunions internes au service » (1 685 enregistrements, 32%).

>> A noter cependant une progression significative du nombre d'activités de type « Traitement et diffusion de l'information » (1 103 enregistrements en 2020 contre 635 en 2019) très probablement liée au contexte de crise sanitaire.

Régions	Nombre d'activités de services par plans d'actions			Evolution 2019 / 2020
	2019	Janvier > Sept 2020		
Plans d'actions		2020		
1 - PSI	197	82	15,4%	-58%
2 - Travail illégal	265	125	23,5%	-53%
3 - Egalité professionnelle	214	95	17,8%	-56%
4 - Chutes de hauteur	115	39	7,3%	-66%
5 - Amiante	192	45	8,4%	-77%
6 - ICPE/SEVESO	55	22	4,1%	-60%
COVID-19	-	86	16,1%	-
Lutte contre la "FAP"	-	39	7,3%	-
TOTAL France	1 038	533	100,0%	-49%

Source: Wiki'T (via DELPHES NG). Les données issues de Wiki'T correspondent à l'activité saisie sur l'outil et peuvent présenter un écart par rapport à l'activité réelle.

Période d'étude : 01/01/2020 au 30/09/2020 (export du 05/10/2020)

« Lutte contre la fraude à l'activité partielle » abrégée « lutte contre la FAP ».

>> Diminution significative du nombre d'activités de services par plans d'actions en 2020 (533) par rapport à 2019 (1038).

Régions

Nombre d'établissements concernés par les activités de services | Janvier > Sept 2020

	2019	2020		Evolution 2019 / 2020
France métropolitaine				
Auvergne-Rhône-Alpes	1 777	3 598	49,2%	102%
Bourgogne-Franche-Comté	850	504	6,9%	-41%
Bretagne	1 244	223	3,0%	-82%
Centre-Val de Loire	1 214	135	1,8%	-89%
Corse	50	9	0,1%	-82%
Grand Est	542	468	6,4%	-14%
Hauts-de-France	942	146	2,0%	-85%
Ile-de-France	1 312	90	1,2%	-93%
Normandie	1 589	345	4,7%	-78%
Nouvelle Aquitaine	129	21	0,3%	-84%
Occitanie	2 581	1 264	17,3%	-51%
Pays de la Loire	223	155	2,1%	-30%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	371	122	1,7%	-67%
TOTAL France métropolitaine	12 824	7 080	96,8%	-45%
France d'outre-mer				
Guadeloupe	11	51	0,7%	364%
Martinique	8	13	0,2%	63%
Guyane	107	114	1,6%	7%
Reunion	86	50	0,7%	-42%
Mayotte	52	5	0,1%	-90%
TOTAL France d'outre-mer	264	233	3,2%	-12%
TOTAL France	13 088	7 313	100,0%	-44%

Source: Wiki'T (via DELPHES NG). Les données issues de Wiki'T correspondent à l'activité saisie sur l'outil et peuvent présenter un écart par rapport à l'activité réelle

Période d'étude : 01/01/2020 au 30/09/2020 (export du 05/10/2020)

>> Diminution importante du nombre d'établissements concernés par les activités de service en 2020 (7 313) par rapport à 2019 (13 088).

>> Cette diminution est cependant en partie amoindrie par le volume très important enregistré pour la région ARA (3 598 établissements en 2020 contre 1 777 en 2019/ 49% du total).

>> En dehors de la région ARA, de la Guadeloupe et de la Guyane, diminution du nombre d'établissements concernés par ces activités sur tous les autres territoires.

2.9. | Nombre d'intervention : BOPT

Mise à jour
Trimestrielle

Nombre de contrôles - BOPT 2020 : Janvier > Sept 2020

Régions	Interventions	Nombre total de visites et de contre-visites				Part des contrôles programmés					Indicateur 1.1 du PAP (priorité nationale)				
		Visites de contrôle	Contre-visites	Contrôles	Part des contrôles dans les interventions	Interventions (pour info.)	Visites de contrôle	Contre-visites	Contrôles	Part de contrôles programmés dans les contrôles	Interventions (pour info.)	Visites de contrôle	Contre-visites	Contrôles	Part des contrôles Indicateur 1.1 du PAP dans les contrôles
France métropolitaine															
Auvergne-Rhône-Alpes	18 961	7 376	1 008	8 384	44%	8 615	4 943	561	5 504	66%	5 160	3 094	354	3 448	41%
Bourgogne-Franche-Comté	6 934	2 935	450	3 385	49%	2 965	1 978	248	2 226	66%	2 403	1 600	188	1 788	53%
Bretagne	8 105	3 703	257	3 960	49%	3 041	1 872	94	1 966	50%	2 317	1 398	68	1 466	37%
Centre-Val de Loire	5 340	2 231	366	2 597	49%	2 045	1 353	177	1 530	59%	1 303	885	101	986	38%
Corse	1 520	793	74	867	57%	648	386	41	427	49%	496	309	31	340	39%
Grand Est	17 691	6 364	788	7 152	40%	6 716	4 116	404	4 520	63%	4 982	3 042	285	3 327	47%
Hauts-de-France	15 709	6 161	773	6 934	44%	6 556	3 866	373	4 239	61%	4 543	2 687	235	2 922	42%
Ile-de-France	22 696	9 051	1 500	10 551	46%	8 556	5 043	697	5 740	54%	5 925	3 536	470	4 006	38%
Normandie	7 544	2 483	387	2 870	38%	2 226	1 243	170	1 413	49%	1 637	883	121	1 004	35%
Nouvelle Aquitaine	15 557	6 750	708	7 458	48%	5 893	3 883	310	4 193	56%	4 171	2 907	213	3 120	42%
Occitanie	17 185	6 489	853	7 342	43%	7 327	4 087	421	4 508	61%	4 613	2 995	286	3 281	45%
Pays de la Loire	8 880	3 280	427	3 707	42%	3 056	1 860	203	2 063	56%	2 313	1 421	149	1 570	42%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	14 020	5 836	1 028	6 864	49%	6 840	4 072	646	4 718	69%	5 158	3 057	462	3 519	51%
DGT	879	14	1	15	2%	4	2	0	2	13%	3	1	0	1	7%
TOTAL France métropolitaine	161 021	63 466	8 620	72 086	45%	64 488	38 704	4 345	43 049	60%	45 024	27 815	2 963	30 778	43%
France d'outre-mer															
Guadeloupe	1 342	494	93	587	44%	425	275	44	319	54%	285	197	33	230	39%
Martinique	1 238	610	86	696	56%	726	436	50	486	70%	272	156	29	185	27%
Guyane	400	219	6	225	56%	303	188	3	191	85%	225	166	3	169	75%
Reunion	1 629	708	92	800	49%	836	467	44	511	64%	665	346	30	376	47%
Mayotte	273	222	5	227	83%	135	118	3	121	53%	85	79	2	81	36%
TOTAL France d'outre-mer	4 882	2 253	282	2 535	52%	2 425	1 484	144	1 628	64%	1 532	944	97	1 041	41%
TOTAL France	165 903	65 719	8 902	74 621	45%	66 913	40 188	4 489	44 677	60%	46 556	28 759	3 060	31 819	43%

Source: Wiki'T (via DELPHES NG). Les données issues de Wiki'T correspondent à l'activité saisie sur l'outil et peuvent présenter un écart par rapport à l'activité réelle.

Période d'étude :
01/01/2020 au
30/09/2020 (export
du 05/10/2020)

>> Les contrôles représentent près de la moitié des interventions des agents (45%). 88% d'entre eux sont liés à des visites de contrôle (contre 12% de contre-visite)

2.10. | LSP : Nombre de décisions

Mise à jour
Trimestrielle

Régions	Nombre de décisions salariés protégés par mois 2020 Janvier > Sept 2020												Total	dont % autorisation	Evolution 2019/2020	
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.				
France métropolitaine																
Auvergne-Rhône-Alpes	341	184	183	110	105	133	202	204	200	-	-	-	1 662	11,4%	85,7%	-31%
Bourgogne-Franche-Comté	105	64	55	30	29	26	47	77	47	-	-	-	480	3,3%	85,4%	-30%
Bretagne	93	51	87	41	20	59	85	54	51	-	-	-	541	3,7%	89,5%	-24%
Centre-Val de Loire	64	62	62	41	16	54	57	82	98	-	-	-	536	3,7%	81,0%	-23%
Corse	5	4	5	2	2	0	2	0	0	-	-	-	20	0,1%	75,0%	-17%
Grand Est	181	129	170	74	47	121	111	134	96	-	-	-	1 063	7,3%	84,6%	-23%
Hauts-de-France	206	165	144	78	54	85	115	163	136	-	-	-	1 146	7,9%	85,5%	-23%
Ile-de-France	698	551	434	260	203	383	439	416	546	-	-	-	3 930	27,0%	86,0%	-28%
Normandie	63	53	75	21	19	46	47	47	50	-	-	-	421	2,9%	85,3%	-41%
Nouvelle Aquitaine	146	84	140	88	46	98	127	138	129	-	-	-	996	6,9%	87,8%	-22%
Occitanie	209	135	163	99	63	109	187	180	166	-	-	-	1 311	9,0%	87,2%	-6%
Pays de la Loire	153	83	127	50	45	76	120	108	97	-	-	-	859	5,9%	89,9%	-25%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	238	121	161	110	78	85	131	114	116	-	-	-	1 154	7,9%	90,6%	-21%
TOTAL France métropolitaine	2 502	1 686	1 806	1 004	727	1 275	1 670	1 717	1 732	-	-	-	14 119	97,1%	86,5%	-25%
France d'outre-mer																
Guadeloupe	11	11	11	9	12	9	12	29	1	-	-	-	105	0,7%	84,8%	5%
Martinique	10	26	10	9	7	29	16	15	14	-	-	-	136	0,9%	90,4%	53%
Guyane	2	1	0	1	2	0	2	8	1	-	-	-	17	0,1%	100,0%	6%
Reunion	22	10	30	14	14	12	20	21	11	-	-	-	154	1,1%	89,0%	-32%
Mayotte	0	3	0	1	0	0	0	0	0	-	-	-	4	0,0%	100,0%	-20%
TOTAL France d'outre-mer	45	51	51	34	35	50	50	73	27	-	-	-	416	2,9%	88,9%	-5%
TOTAL France	2 547	1 737	1 857	1 038	762	1 325	1 720	1 790	1 759	-	-	-	14 535	100,0%	86,6%	-24,6%
Répartition en %	17,5%	12,0%	12,8%	7,1%	5,2%	9,1%	11,8%	12,3%	12,1%	-	-	-	-	-	-	-
Evolution 2019 / 2020	0%	-1%	-5%	-6%	-2%	-3%	-0%	9%	-2%	-	-	-	-	-	-	-

Source: Wiki'T (via DELPHES NG). Les données issues de Wiki'T correspondent à l'activité saisie sur l'outil et peuvent présenter un écart par rapport à l'activité réelle.
Période d'étude : 01/01/2020 au 30/09/2020 (export du 05/10/2020)

>> 14 535 décisions LSP prises sur le premier semestre de l'année contre 19 286 sur la même période en 2019 (-25% / -4 751)

- **EN ↗** : Martinique (+53% / +47), Guyane (+6% / +1) || **En ↘** : Normandie (-41% / -290), Réunion (-32% / -72), ...

>> 87% des décisions ont donné lieu à une autorisation. A noter que ce fort pourcentage est lié au nombre important de décisions en matière de licenciement pour motif économique ou rupture conventionnelle. Le pourcentage de refus est plus important pour motif disciplinaire (40% de refus en 2016).

2.11. | LSP : Recours hiérarchiques en 2018

Mise à jour
Annuelle

>> **Recours sur décisions LSP :**

- 1 472 décisions ont fait l'objet d'un recours en 2018 contre 1414 en 2017.
- Le taux de contestation des décisions des inspecteurs du travail reste stable avec 6% en 2018 comme en 2017

>> **Décisions** (base = 1 424 décisions prises en 2018)

- 27% des décisions IT contestées (soit 449) ont fait l'objet d'une **annulation au fond** (annulations strictes) par la ministre (34% en 2017)
- 73% de ces décisions (soit 879) n'ont pas été remises en cause **sur le fond** (confirmations expresses ou implicites + annulations avec maintien du sens de la décision initiale + rejets de recours pour irrecevabilité + désistements) (66% en 2017)

>> **Sens des décisions** (base = 1424 décisions prises en 2018)

- **Confirmation** : 54% des décisions ont été confirmées (51% en 2017)
- **Annulation** : 46% des décisions ont été annulées (49% en 2017)

>> **Motifs d'annulation** (base = 658 annulations en 2018)

- **35%** d'annulation pour divergence d'appréciation (41% en 2017)
- **65%** d'annulations pour erreur de droit, incompétence ou insuffisance de motivation (59% en 2017)

>> **Mise à jour des données (LSP 2019)** : Premier semestre 2021

Source : DGT/DASIT2 (janvier 2020)

Mise à jour
Trimestrielle

2.12. | Principales autres décisions (hors LSP et hors suites à contrôle)

Sujets*	Principales autres décisions (Hors LSP et suites à contrôle)		
	Janvier > Sept 2020		
	Total 2020		Evolution 2019 / 2020
Durée du travail	3 092	58,4%	-9%
Jeunes	1 605	30,3%	-37%
IRP	198	3,7%	-65%
Règlement intérieur	243	4,6%	-29%
Santé - Sécurité	152	2,9%	-38%
TOTAL France	5 290	100,0%	-25%

Source: Wiki'T. Les données issues de Wiki'T correspondent à l'activité saisie sur l'outil et peuvent présenter un écart par rapport à l'activité réelle.

Note : Les « thèmes » présentés dans ce tableau résultent d'un traitement manuel des décisions enregistrées dans l'outil Wiki'T. (Exploitation des informations enregistrées dans la sous-rubrique « sujets / type de suite » de Wiki'T)

Période d'étude : 01/01/2020 au 30/09/2020 (export du 05/10/2020)

>> Sur les 9 premiers mois de l'année, **5 290 décisions** (hors LSP et hors suites à contrôle) ont été prononcées contre 7 098 en 2019 (-25% / -1 808).

- Les décisions prononcées portent principalement sur la **durée du travail -hors jeunes / apprentis (58.4%)**.
- La diminution du nombre de décisions porte sur l'ensemble des sujets mais touche tout particulièrement ceux relatifs aux IRP (-65% / -365).

>> Présentation des 2 principaux sujets par thème faisant l'objet de décisions sur le premier trimestre de l'année 2020 :

- **Durée du travail** :
 - « Dérogation à la durée maximale du travail » (2 274/ 43%)
 - « Dérogation au travail du dimanche et des jours fériés » (395/ 7,5%)
- **Jeunes** :
 - « Autorisation emploi d'un mineur de plus 14 ans durant les vacances scolaires » (749 / 14%)
 - « Dérogation à l'interdiction du travail de nuit pour les jeunes » (375/ 7%)
- **IRP** :
 - « CSE - Répartition personnel et sièges entre les collègues » (112/ 2%)
 - « CE - Répartition personnel et sièges entre les collègues » (15 / <1%)
- **Règlement intérieur** :
 - « Règlement intérieur » (144/ 5%)
- **Santé – Sécurité**
 - « Activités pyrotechniques » (65 / 1%)
 - « Hébergement des salariés-agriculture » (28/ <1%)

2.13. | Agréments attribués aux Services de Santé au Travail Autonomes et Interentreprises en 2018

Mise à jour
Annuelle

Régions	Nombre d'avis donnés au Direccte en 2018 concernant l'agrément des Services de Santé au Travail			
	Nombre d'avis concernant l'agrément des SSTA ¹	Nombre d'avis concernant l'agrément des SSTI ²	Total	Evolution 2017/2018
Total	126	51	177	-5%
Répartition en %	71,2%	28,8%		
Evolution 2017 / 2018	-16,0%	41,7%		

Source : 2018 = « Bilan d'activité des MIT, année 2018 » (Inspection Médicale du Travail) ; 2017 = Inspection Médicale du Travail, données au 25/10/2018

(1) « SSTA » : Service de Santé au Travail Autonome ;

(2) « SSTI » : Service de Santé au Travail Interentreprises

>> **177 avis** donnés en 2018 s'agissant de l'attribution d'agréments des Services Santé au Travail (-5% / -9). 7 agréments sur 10 concernent des SSTA.

A noter également :

- 51 avis d'agréments ont été délivrés pour une autre Direccte
- 570,5 demi-journées consacrées à l'instruction des agréments

Face aux difficultés pour les agents de contrôle d'accéder à distance au logiciel Wiki'T (cf. page 4 de ce document), un questionnaire SOLEN a été mis en place durant la période de confinement afin de suivre l'activité du SIT en lien avec le COVID-19. En parallèle, il permettait de recenser les actions relevant de missions essentielles du SIT qui étaient réalisées durant cette période. Depuis le 1^{er} juin 2020, les agents doivent maintenant enregistrer toute activité liée au COVID19 via un nouveau plan d'action intégré dans Wiki'T. Les résultats présentés ci-dessous sont à ce stade encore incomplets et seront actualisés dans les prochaines versions de ce rapport.

2.14.1. Suivi de l'activité « COVID-19 » durant et après la période de confinement

Période : Mars à mai 2020

Source : Synthèse interne du 15/10/2020

Nombre total d'interventions	Modalités			NAF des établissements								
	Sur site	Au bureau	Télétravail	Agri.	Indus.	Construction	Commerce	Trsprt	Santé	Nettoy-Gardien	Autres	Inconnu
32 736	19%	11%	70%	1 533	5 082	5 583	6 780	2 038	2 037	902	4 752	4029

Nombre total de suites	Types de Suites									
	LO	MD	MD Directe	Décision Admin.	SA	Référé	Réponses par Mail	PV	en cours	Sans suite
31 168	11 932	157	184	1 787	114	6	14 347	164	2 477	1 697

Autres activités			
Enquête LSP	Enquête AT	Renfort SR <i>en nbr de 1/2 journées x agents</i>	Renfort Autre <i>en nbr de 1/2 journées x agents</i>
2 476	710	10 008	7 089

Période : Juin à septembre 2020

Source : Synthèse interne du 15/10/2020

Nombre total d'interventions	Modalités			NAF des établissements								
	Sur site	Au bureau	Agri.	Indus.	Construction	Commerce	Trsprt	Santé	Nettoy-Gardien	Autres	Inconnu	
18 062	85%	15%	595	1 987	5 528	3 678	850	487	277	4 352	308	

Nombre total de suites	Types de Suites										
	Décision	Décision d'arrêt de travaux	Demande de vérification et de mesurage	Mise en demeure	Observations écrites	Procès-verbal (PV)	Rapport	Référé	Signalement au Parquet	Décision d'arrêt d'activité	Sans suite
4 328	22	63	3	168	3 973	19	67	2	10	1	2 193

Autres activités			
Enquête LSP	Enquête AT	Renfort SR	Renfort Autre
7 679	3 618	nd	nd

>> Entre le mois de mars et le mois de mai 2020, les agents de contrôle ont dédié en tout près de **10 000 ½ journées au renfort des Services de Renseignement** et plus de **7 000 au renfort d'autres services**.

>> Depuis mars, les agents de contrôle du SIT ont réalisé plus de **50 000 interventions** en lien avec le COVID-19. Ces interventions ont donné lieu à plus de **35 000 suites**.

2.14.2. Suivi de l'activité liée au plan d'action « fraudes à l'activité partielle »

Régions	Nombre d'interventions :					PA : "Fraudes à l'activité partielle" Mars > Sept 2020		Suites à intervention
	Contrôle	Enquête	Examen de document	Réunion en entreprise	Total			
France métropolitaine								
Auvergne-Rhône-Alpes	308	34	106	4	452	8,6%	130	
Bourgogne-Franche-Comté	73	3	7	1	84	1,6%	9	
Bretagne	114	10	9	6	139	2,7%	30	
Centre-Val de Loire	102	11	7	1	121	2,3%	40	
Corse	26	3	46	1	76	1,4%	41	
Grand Est	251	123	124	3	501	9,6%	175	
Hauts-de-France	260	79	269	1	609	11,6%	55	
Ile-de-France	823	183	209	12	1 227	23,4%	223	
Normandie	30	1	12	2	45	0,9%	10	
Nouvelle Aquitaine	226	102	162	2	492	9,4%	205	
Occitanie	227	141	101	16	485	9,2%	88	
Pays de la Loire	271	41	166	2	480	9,2%	143	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	264	21	61	16	362	6,9%	54	
TOTAL France métropolitaine	2 975	752	1 279	67	5 073	96,7%	1 203	
France d'outre-mer								
Guadeloupe	31	2	4	1	38	0,7%	-	
Martinique	36		20		56	1,1%	9	
Guyane					0	0,0%	-	
Reunion	62	1	4		67	1,3%	35	
Mayotte	8	1	2		11	0,2%	-	
TOTAL France d'outre-mer	137	4	30	1	172	3,3%	44	
TOTAL France	3 112	756	1 309	68	5 245	100,0%	1 247	
Répartition en %	59%	14%	25%	1%				

Source : Wiki'T (via DELPHES NG) excepté les suites à intervention (source : Wiki'T). Les données issues de Wiki'T correspondent à l'activité saisie sur l'outil et peuvent présenter un écart par rapport à l'activité réelle.

Période d'étude : 01/01/2020 au 30/06/2020 (export du 05/10/2020)

>> Depuis la mise en place en mars 2020 de ce plan d'action dédié à la lutte contre la fraude à l'activité partielle, les agents de contrôle du SIT ont réalisé **5 245 interventions**.

>> Des contrôles (visite + contre-visite) représentant, pour cette action prioritaire, une part significativement plus importante des interventions (59% contre 45% toute action confondue).

>> Ces interventions ont donné lieu à **1 247 suites**, dont notamment 1 017 lettres d'observation (82% du total), 177 signalements au Parquet (14% du total). A noter que cet indicateur est calculé en s'appuyant non pas sur le cochage du PA au niveau de l'intervention mais au niveau de la suite à intervention.

3. ACTIVITES DES SERVICES (Observatoire des renseignements)

3.1. | Demandes de renseignements suivant le type de contrat et le profil des demandeurs

Mise à jour
Trimestrielle

>> **Diminution significative de l'activité** à mettre en lien, tout comme pour l'activité des agents de contrôle sur le terrain, avec la crise sanitaire de ce début d'année.

A noter tout de même pour rappel que l'année 2019 s'est soldée par une diminution significative de l'activité des SR de l'ordre de 17% par rapport à 2018.

>> **383 897 demandeurs** sur les 9 premiers mois soit **151 848 personnes sollicitant un/des renseignement(s) déclarées en moins** par rapport à la même période en 2019 (-28%).

>> Types de contrat des demandeurs :

- [EN ↗](#) : Intermittent (+4% / +16)
- [En ↘](#) : CDI (-33% / -119 452), CDD (-39% / -13845), Alternance (-34% / -4 020), ...

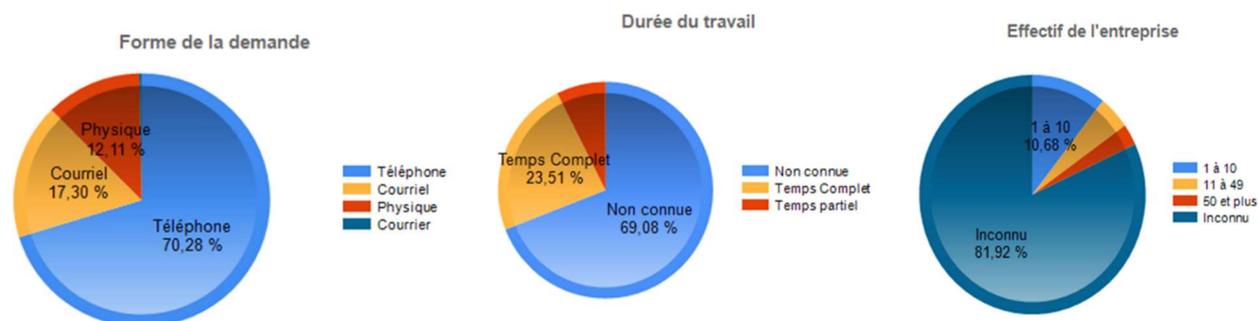
>> Profils des demandeurs :

- [EN ↗](#) : Cabinet-comptable (+24% / +888), Conseiller juridique (+37% / +311), Auto-entrepreneur (+16% / +261).
- [En ↘](#) : Salariés (-32,5% / -127 122), Particulier employeur (-20% / -4 272), ...

Demandes suivant le type de contrat			
CDI	246 741	64,3%	-32,6%
Non précisé	96 455	25,1%	-9,4%
CDD	21 502	5,6%	-39,2%
Alternance	7 908	2,1%	-33,7%
Autres	5 648	1,5%	-24,3%
CTT	2 878	0,7%	-33,8%
Saisonniers	2 349	0,6%	-35,4%
Intermittent	416	0,1%	4,0%
TOTAL France	383 897		-28,3%
Demandes suivant le profil du demandeur			
Salarié	263 841	68,7%	-32,5%
Non précisé	28 269	7,4%	-22,9%
Employeur	33 935	8,8%	-5,7%
Particulier employeur	16 775	4,4%	-20,3%
Employé de maison	7 386	1,9%	-26,0%
Représentant personnel	5 325	1,4%	-26,0%
Assistante maternelle	7 442	1,9%	-19,8%
Autres	4 249	1,1%	-36,7%
Agent public	4 397	1,1%	-24,5%
Cabinet-comptable	4 568	1,2%	24,1%
Services sociaux et associations	3 030	0,8%	-9,8%
Demandeur d'emploi	1 037	0,3%	-36,4%
Conseiller juridique	1 161	0,3%	36,6%
Auto-entrepreneur	1 906	0,5%	15,9%
Stagiaire	576	0,2%	-36,3%
TOTAL France	383 897		-28,3%

Source : Observatoire des renseignements (via DELPHES NG)

Période d'étude : 01/01/2020 au 30/09/2020 (export du 05/10/2020)



Source : Observatoire des renseignements (via DELPHES NG)

Période d'étude : 01/01/2020 au 30/09/2020 (export du 05/10/2020)

>> Légère évolution s'agissant de la forme de la demande, de la durée du travail et de l'effectif de l'entreprise :

- **Forme de la demande** : Augmentation de la part des demandes faites par téléphone (70 % en 2020 contre 65% en 2019).
- **Durée du travail** : Les demandes renseignements semblent émaner majoritairement de salariés travaillant à temps complets (23,5% en 2020 contre 29% 2019). Cette information demeure cependant fragile et sous-évaluées compte tenu du fort taux de données non renseignées (69% en 2020 contre 63% en 2019).

- **Effectif de l'entreprise** : Les demandes de renseignements semblent émaner majoritairement de salariés travaillant dans des entreprises de 1 à 10 salariés (*11% en 2020 contre 14% en 2019*). Cette information demeure cependant fragile et sous-évaluée compte tenu du fort taux de données non renseignées (*82% en 2020 et 76% en 2019*).

3.2. | Demandes de renseignements suivant le nombre de demandes et de réponses

Mise à jour
Trimestrielle

ODR	Janvier > Sept 2020						Total	Evolution 2019 / 2020	
	1	2	3	4	5	7			
Nombre de demandes par thème									
Contrat de travail	111 318	163 146	119 086	66 867	36 977	11	497 405	68,5%	-37%
Autres	17 021	16 212	12 655	7 860	4 084	2	57 834	8,0%	-33%
Maladie, AT, Inaptitude	7 737	20 212	12 472	6 183	3 510	1	50 115	6,9%	-35%
Santé Sécurité	10 393	10 497	8 534	7 152	4 082	0	40 658	5,6%	-16%
Emploi - Formation	23 862	21 103	12 027	5 613	3 070	0	65 675	9,1%	111%
Demande extérieure au service	4 719	2 675	1 176	708	491	0	9 769	1,3%	-37%
Institutions représentatives du personnel	1 611	1 184	675	389	296	0	4 155	0,6%	-40%
Total	176 661	235 029	166 625	94 772	52 510	14	725 611	100,0%	-31%
Nombre de réponses par type									
Information/Conseil donné	255 174	76 375	27 240	6 495	2 769	-	368 053	67,3%	-28%
Remise de documents	741	15 480	14 403	4 182	2 085	-	36 891	6,7%	-44%
Examen de documents	114	14 212	14 843	4 051	1 883	-	35 103	6,4%	-50%
Orientation CPH	554	13 731	6 428	3 159	1 752	-	25 624	4,7%	-36%
Orientation IT	2 595	8 162	4 084	1 712	1 083	-	17 636	3,2%	-35%
Orientation autres Administrations ou Organismes	3 719	9 705	4 477	1 338	733	-	19 972	3,7%	-26%
Orientation autre service DIRECCTE	6 008	7 869	2 657	478	281	-	17 293	3,2%	3%
Orientation médecin du travail	307	3 947	3 015	1 606	1 117	-	9 992	1,8%	-40%
Orientation OS	285	1 146	1 684	1 001	849	-	4 965	0,9%	-37%
Orientation IRP	79	1 627	1 343	868	546	-	4 463	0,8%	-28%
Information IT	191	1 225	953	566	366	-	3 301	0,6%	-30%
Intervention auprès de l'employeur	22	385	293	205	256	-	1 161	0,2%	-49%
Orientation conseiller du salarié	52	677	416	232	123	-	1 500	0,3%	-34%
Orientation Défenseur des droits	38	191	208	155	117	-	709	0,1%	-37%
Total	269 879	154 732	82 044	26 048	13 960	-	546 663	100,0%	-32%

Source : Observatoire des renseignements (via DELPHES NG)

Période d'étude : 01/01/2020 au 30/09/2020 (export du 05/10/2020)

4. AUTRES INDICATEURS

4.1. | Déclarations et attestations de détachement (SIPSI)

Mise à jour
Trimestrielle

Déclarations PSI		Suivi PSI 2020 Janvier > Sept 2020											Total		
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Aout	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Sur la période	
Déclaration actives	DPD	42 445	48 190	44 962	31 368	33 967	45 860	48 114	45 702	47 025				192 632	20,5%
	Evolution 2019/20	-11,0%	-8,7%	-22,2%	-47,3%	-41,8%	-24,5%	-19,0%	-21,2%	-26,6%				-14,6%	
	ATT	124 576	94 897	76 402	57 062	76 433	86 899	94 027	91 406	76 338				745 018	79,5%
	Evolution 2019/20	13,9%	50,7%	-15,7%	-18,8%	-16,6%	-29,5%	21,9%	45,5%	-7,4%				-3,1%	
TOTAL		167 021	143 087	121 364	88 430	110 400	132 759	142 141	137 108	123 363				937 650	100,0%
Salariés distincts	DPD	72 595	80 152	78 610	57 241	57 217	71 381	74 954	77 347	78 895				174 319	26,2%
	Evolution 2019/20	-10,3%	-9,3%	-17,4%	-41,2%	-40,4%	-28,4%	-22,6%	-16,9%	-23,3%				-22,0%	
	ATT	114 472	89 090	72 375	54 725	72 899	82 594	89 448	86 392	72 742				490 649	73,8%
	Evolution 2019/20	12,1%	49,4%	-15,6%	-18,0%	-15,8%	-29,3%	25,9%	44,7%	-7,6%				-7,7%	
TOTAL		187 067	169 242	150 985	111 966	130 116	153 975	164 402	163 739	151 637				664 968	100,0%
Transmissions	DPD	28 344	22 848	15 534	7 788	14 875	23 950	24 320	20 166	23 755				181 580	18,1%
	Evolution 2019/20	27,1%	15,4%	-34,6%	-65,1%	-38,4%	3,3%	14,9%	0,1%	-7,1%				-10,3%	
	ATT	138 341	75 284	75 982	57 621	80 614	122 152	115 018	72 362	81 991				819 365	81,9%
	Evolution 2019/20	25,4%	10,8%	-20,4%	-22,3%	-12,7%	-1,3%	25,0%	-18,7%	-11,5%				-2,2%	
TOTAL		166 685	98 132	91 516	65 409	95 489	146 102	139 338	92 528	105 746				1 000 945	100,0%
Entr. Étrangères distinctes	DPD	9 179	10 126	9 409	6 295	6 730	8 906	9 467	9 101	9 381				19 951	33,6%
	Evolution 2019/20	-10,8%	-9,2%	-19,6%	-46,0%	-43,8%	-27,4%	-23,9%	-22,5%	-26,7%				-24,9%	
	ATT	15 646	14 003	11 929	8 732	11 246	12 296	13 566	12 677	12 857				39 463	66,4%
	Evolution 2019/20	3,8%	23,9%	-11,8%	-24,8%	-11,9%	-7,2%	8,4%	21,8%	-0,3%				-9,1%	
TOTAL		24 825	24 129	21 338	15 027	17 976	21 202	23 033	21 778	22 238				59 414	100,0%

Source : SIPSI

Période d'étude : 01/01/2020 au 30/09/2020 (export du 05/10/2020)

>> Sur les 9 premiers mois de l'année 2020, ont été enregistrés sur le portail de télé déclaration **SIPSI** :

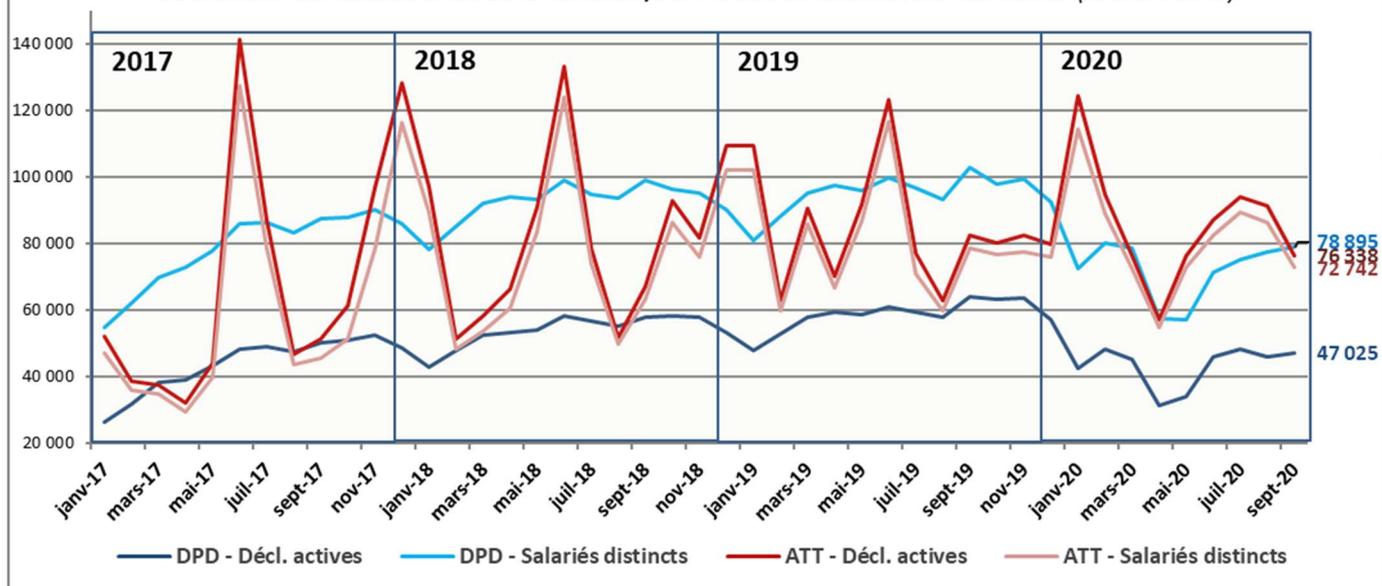
192 632 déclarations de détachements actives (-15%) représentant **174 319** salariés distincts (-22%) et **19 951** entreprises distinctes (-25%).

- Cinq régions concentrent plus de 70% des déclarations actives de détachement :
 - Grand-Est (21%) > IDF (14%) > HdF (14%) > ARA (14%) > PACA (11%).
- Quatre secteurs concentrent 73% des déclarations actives de détachement :
 - Construction (32%) > Ind. manufacturière (26%) > Autres activités de services (9%) > Agriculture (6%).
- La moitié (54%) des détachements sont effectués par des entreprises provenant de quatre pays :
 - Allemagne (20%) > Espagne (13%) > Belgique (11%) > Portugal (9%)
- La moitié (55%) des salariés détachés sont originaires de six pays différents :
 - Portugal (11%) > Allemagne (11%) > Italie (9%) > Pologne (9%) > Roumanie (8%) > Espagne (7%)

745 018 attestations (transport) de détachement actives (-9%) représentant **490 649** salariés distincts (-8%) et **39 463** entreprises distinctes (-9%)

- Un peu moins de la moitié (48%) des détachements sont effectués par trois pays européens :
 - Pologne (25%) > Lituanie (13%) > Roumanie (11%)
- Près de la moitié (46%) des salariés détachés sont originaires de trois pays différents :
 - Roumanie (16%) > Pologne (16%) > Ukraine (15%)

Evolution du nombre de DPD actives, ATT actives et salariés distincts (source : SIPSI)

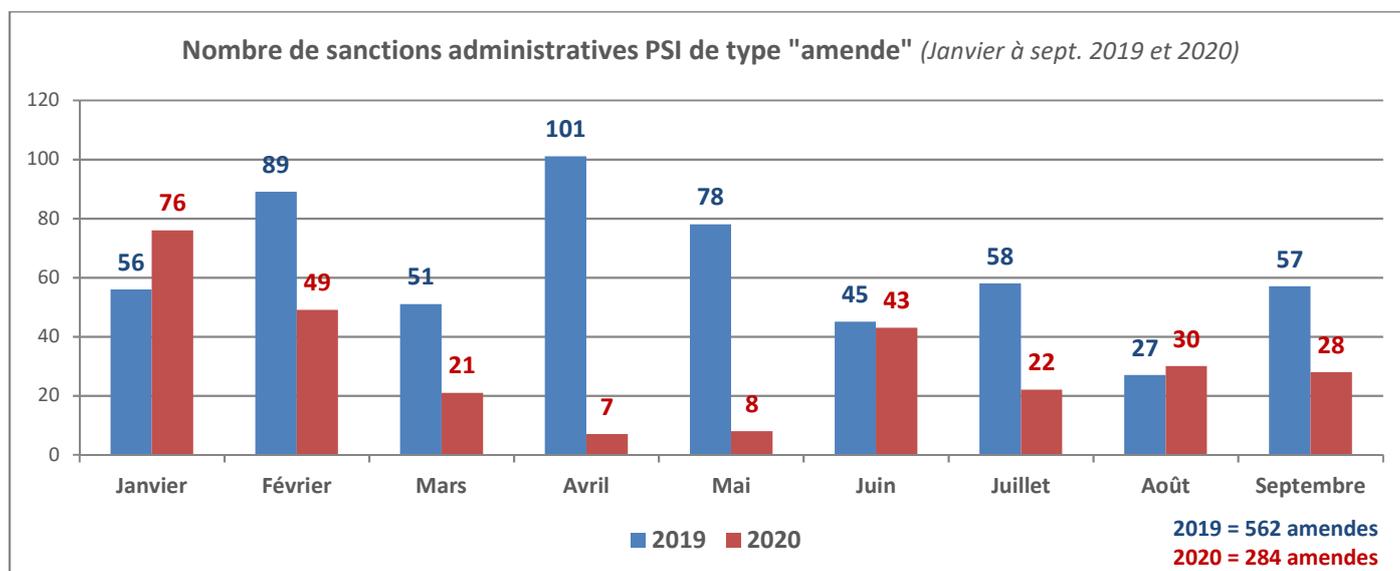


Source : SIPSI

Période d'étude : 01/01/2020 au 30/09/2020 (export du 05/10/2020)

4.2. | Amendes administratives prononcées par les DIRECCTE pour non-respect des règles du détachement (PSI)

Mise à jour
Annuelle



Source : Wiki'T

Période d'étude : 01/01/2020 au 30/09/2020 (export du 05/10/2020)

Régions	Janvier > Septembre 2020												Total	Evolution 2019/20	Tendances
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.			
France métropolitaine															
Auvergne-Rhône-Alpes	2	7	0	0	2	8	3	9	0	-	-	-	31	10,9%	-53%
Bourgogne-Franche-Comté	7	2	6	4	3	0	0	0	0	-	-	-	22	7,7%	-50%
Bretagne	8	0	0	0	3	1	2	2	1	-	-	-	17	6,0%	-6%
Centre-Val de Loire	4	1	1	0	0	0	0	1	1	-	-	-	8	2,8%	-73%
Corse	0	0	0	0	0	0	0	5	0	-	-	-	5	1,8%	-29%
Grand Est	22	0	3	0	0	1	0	0	0	-	-	-	26	9,2%	-59%
Hauts-de-France	4	18	3	0	0	23	1	0	0	-	-	-	49	17,3%	-16%
Ile-de-France	7	5	6	0	0	3	0	0	21	-	-	-	42	14,8%	-41%
Normandie	4	0	0	3	0	0	0	5	0	-	-	-	12	4,2%	-37%
Nouvelle Aquitaine	1	1	0	0	0	0	1	0	0	-	-	-	3	1,1%	-93%
Occitanie	0	3	0	0	0	7	0	0	2	-	-	-	12	4,2%	-65%
Pays de la Loire	4	7	2	0	0	0	0	2	2	-	-	-	17	6,0%	-56%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	13	3	0	0	0	0	15	0	1	-	-	-	32	11,3%	-48%
TOTAL France métropolitaine	76	47	21	7	8	43	22	24	28	0	0	0	276	97,2%	-50%
France d'outre-mer															
Guadeloupe	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	-	-	0	-	-
Martinique	0	2	0	0	0	0	0	6	0	-	-	-	8	2,8%	300%
Guyane	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	-	-	0	-	-
Reunion	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	-	-	0	-	-
Mayotte	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	-	-	0	-	-
TOTAL France d'outre-mer	0	2	0	0	0	0	0	6	0	0	0	0	8	2,8%	14%
TOTAL France	76	49	21	7	8	43	22	30	28	0	0	0	284	100,0%	-49%

Source : Wiki'T

Période d'étude : 01/01/2020 au 30/09/2020 (export du 05/10/2020)

>> **NOUVELLE METHODE DE CALCUL EN 2020** : Les sanctions administratives sont dorénavant comptabilisées en s'appuyant sur la date de la suite et non plus sur la date de saisie dans l'outil.

>> Sur les 9 premiers mois de l'année 2020, **284 amendes administratives** liées à la PSI ont été prononcées contre **562 sur la même période en 2019 (-49% / -278)** auxquelles s'ajoutent 2 suspensions PSI (8 en 2019).

A noter que ces chiffres ne tiennent pas compte des amendes administratives enregistrées via la suite à intervention « sanction administrative » (conformément aux consignes présentées dans la charte de saisie et régulièrement rappelées).

>> Quatre régions signent à elles seules plus de la moitié des amendes PSI (54%) : HdF, IDF, PACA, ARA

4.3. | Nouveaux pouvoirs

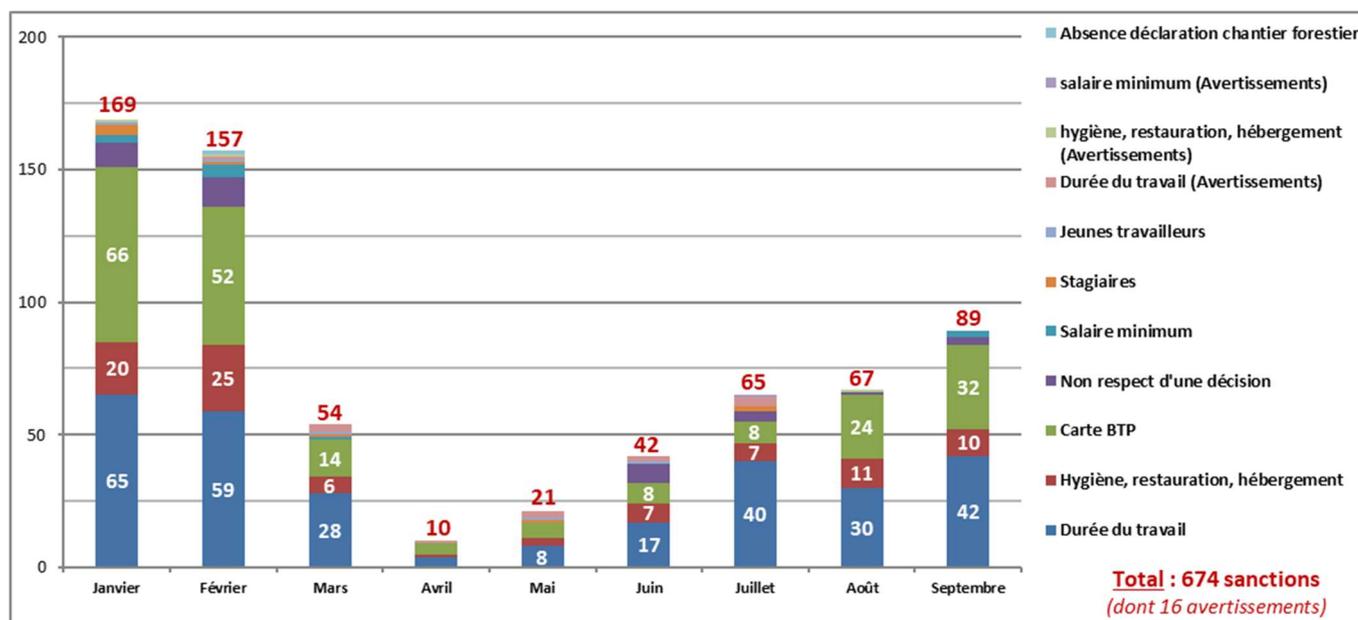
4.3.1. Répartition des amendes administratives et des avertissements suivant les motifs (Hors PSI)

Motifs	Janvier > Sept 2020		Total	Répartition	Evolution 2019/20
	Nombre d'amendes	Nombre d'avertissements			
Durée du travail	293	12	305	45,3%	-31%
Carte BTP	214	-	214	31,8%	-38%
Hygiène, restauration, hébergement	90	3	93	13,8%	-54%
Non respect d'une décision	35	-	35	5,2%	-53%
Salaire minimum	11	1	12	1,8%	-63%
Jeunes travailleurs	5	-	5	0,7%	-17%
Stagiaires	9	-	9	1,3%	50%
Absence déclaration chantier forestier	1	-	1	0,1%	-
TOTAL	658	16	674	100,0%	-39%

Source : Wiki'T

Période d'étude : 01/01/2020 au 30/09/2020 (export du 05/10/2020)

4.3.2. Répartition mensuelle des amendes administratives et avertissements suivant les motifs (Hors PSI)



Source : Wiki'T

Période d'étude : 01/01/2020 au 30/09/2020 (export du 05/10/2020)

>> **NOUVELLE METHODE DE CALCUL EN 2020** : Les sanctions administratives sont dorénavant comptabilisées en s'appuyant sur la date de la suite et non plus sur la date de saisie dans l'outil.

>> Sur les 9 premiers mois de l'année 2020, **674 sanctions administratives** (Hors PSI) ont été prononcées (dont 16 avertissements) contre **1 105 sur la même période en 2019 (-39% / -431)**.

A noter que ces chiffres ne tiennent pas compte des amendes administratives enregistrées via la suite à intervention « sanction administrative » (conformément aux consignes présentées dans la charte de saisie et régulièrement rappelées).

AUTRES INDICATEURS

4.3.3. Répartition régionale des amendes administratives et avertissements (Hors PSI)

Régions	Janvier > Septembre 2020												Total	Evolution 2019/20	
	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.			
France métropolitaine															
Auvergne-Rhône-Alpes	22	16	4	0	0	2	6	20	33	-	-	-	103	15,3%	32%
Bourgogne-Franche-Comté	13	4	7	1	9	1	2	2	0	-	-	-	39	5,8%	-45%
Bretagne	10	2	2	0	10	3	2	4	5	-	-	-	38	5,6%	-14%
Centre-Val de Loire	11	6	3	0	0	2	4	1	10	-	-	-	37	5,5%	-12%
Corse	0	0	1	0	0	0	0	14	3	-	-	-	18	2,7%	29%
Grand Est	24	12	4	0	0	4	4	10	0	-	-	-	58	8,6%	-58%
Hauts-de-France	18	29	3	0	0	1	2	0	0	-	-	-	53	7,9%	-49%
Ile-de-France	11	7	18	0	2	19	12	0	20	-	-	-	89	13,2%	-38%
Normandie	5	3	0	9	0	1	0	11	0	-	-	-	29	4,3%	-47%
Nouvelle Aquitaine	0	36	0	0	0	1	9	0	0	-	-	-	46	6,8%	-54%
Occitanie	8	17	0	0	0	5	0	1	4	-	-	-	35	5,2%	-57%
Pays de la Loire	10	2	0	0	0	0	2	4	8	-	-	-	26	3,9%	-68%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	37	18	11	0	0	0	20	0	4	-	-	-	90	13,4%	-33%
TOTAL France métropolitaine	169	152	53	10	21	39	63	67	87	0	0	0	661	98,1%	-39%
France d'outre-mer															
Guadeloupe	0	3	0	0	0	3	1	0	2	-	-	-	9	1,3%	-
Martinique	0	2	1	0	0	0	0	0	0	-	-	-	3	0,4%	0%
Guyane	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	-	-	0	0,0%	-
Reunion	0	0	0	0	0	0	1	0	0	-	-	-	1	0,1%	-93%
Mayotte	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	-	-	0	0,0%	-
TOTAL France d'outre-mer	0	5	1	0	0	3	2	0	2	0	0	0	13	1,9%	-24%
TOTAL France	169	157	54	10	21	42	65	67	89	0	0	0	674	100,0%	-39%

Source : Wiki'T

Période d'étude : 01/01/2020 au 30/09/2020 (export du 05/10/2020)

>> Une réduction du nombre de SA touchant l'ensemble des régions (excepté la région ARA et la Corse) et comprises entre -12% pour la région à CVL et -93% pour la Réunion.

4.4. | Montant total des amendes notifiées et mises en recouvrement en 2019

Mise à jour
Trimestrielle

>> Synthèse des principaux enseignements du bilan des amendes administratives en 2019

- **Montant total des amendes notifiées et mises en recouvrement en 2019** : 240 682 euros (+ 43 % par rapport à 2018 : 8 521 342 €)
- **Montant unitaire moyen indicatif par décision en 2019** : 910 euros
- **Montant total moyen indicatif par décision**: 5 661 euros
- **Nombre moyen de salariés concernés par décision** : 7 salariés
- **Taux de recouvrement des amendes notifiées et recouvrées** : Près de 70 % des décisions d'amendes ayant fait l'objet d'un titre de perception ont été recouvrées en 2019, soit 20 points de plus qu'en 2018.

Source : Extrait du « bilan des amendes administratives en 2019 »

4.4.1. Montant totaux des décisions en 2019

Montant factures et annulations des titres émis (en €)	
Amendes - durée du travail	5 230 631 €
Amendes - salaire	1 888 360 €
Amendes - santé sécurité	293 916 €
Amendes - stage	116 300 €
Amendes - carte d'identification professionnelle	461 578 €
Amendes - détachement des travailleurs	4 249 898 €
Total	12 240 682 €

Source : Chorus via « bilan des amendes administratives en 2019 »

>> le montant total s'élève à **12 240 682 euros en 2019** contre 8 521 342 euros en 2018 (+44% / +3 719 340 euros).

4.4.2. Montant unitaire moyen par décision, Nombre moyen de salariés par décision et montant total moyen

Montants moyens des amendes par thématique	Nombre moyen de salariés par décision	Montant unitaire moyen par décision (+ évolution 2018/19) ²	Montant total moyen par décision
PSI	5	1 133 € (-3%)	5 607 €
Carte BTP	2	578 € (-7%)	1 434 €
Durée du travail (hors décompte)	14	422 €	10 517 €
Décompte	17	653 €	6 140 €
Hygiène, restauration, hébergement	6	605 € (-8%)	5 688 €
Non-respect d'une décision	2	3 941 € (+7%)	6 338 €
Salaire minimum	20	887 € (-6%)	9 693 €
Jeunes travailleurs	1	1 244 €	1 411 €
Stagiaires	22	1 242 € (+323%)	34 400 €
Total	7	910 €	5 661 €

Source : Chorus via « bilan des amendes administratives en 2019 »

² Avertissement : la méthodologie de calcul pour le bilan 2018 (échantillon de décisions) diffère de celle du bilan 2019 (95% des décisions notifiées), les comparaisons doivent être considérées avec prudence

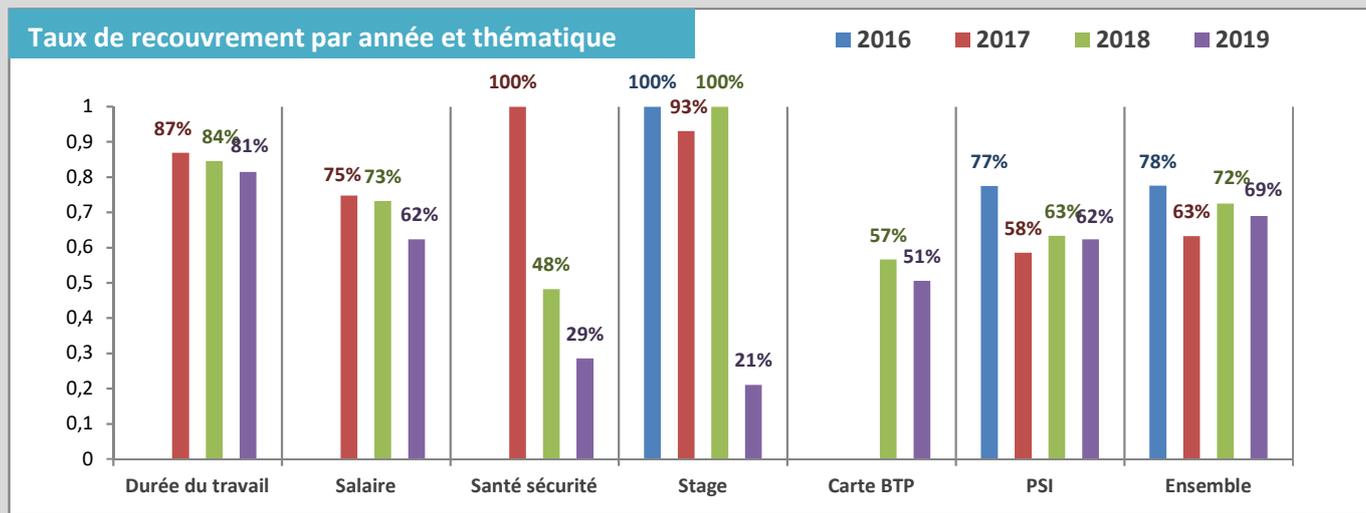
4.4.3. Taux de recouvrement global par thématique

>> Sur la période 2016/19 :

- Près de **5 000 titres de perception** ont été émis (contre 3 000 entre 2016 et 2018).
- **69 % des amendes notifiées ont été recouvrées** par le comptable public (contre 51% sur la période 2016/18), correspondant à un montant recouvré de **20 310 337 €** (9 287 040 € sur la période 2016/18) sur un montant total de 29 325 506 €. 9 015 168 euros restent donc à recouvrer.

Au regard d'autres sanctions comparables, ces données démontrent l'efficacité du recouvrement, une maîtrise en progression des contentieux ainsi qu'une bonne acceptabilité de la sanction par les auteurs des manquements.

Ce taux global de recouvrement (69%) se différencie si l'on observe séparément les amendes **PSI (63%)**, les **durée du travail (83%)**, **santé sécurité (33%)**, **stage (78%)** et **carte BTP (51%)**. Le graphique ci-dessous indique le taux de recouvrement par année et par thématique.



Source : Extrait du « bilan des amendes administratives en 2019 »

4.4.4. Taux de recouvrement global (France et étranger)

Données sur le recouvrement des amendes administratives par pays 2016-2019	2019			2016-2019		
	Nb de titres émis	Montant factures et annulations PEC (TTC)	Taux de recouvrement	Nb de titres émis	Montant factures et annulations PEC (TTC)	Taux de recouvrement
France	1 428	8 671 864	75%	2 965	17 739 321	79 %
Etranger	641	3 568 818	55%	2 090	12 607 313	54 %
Dont Portugal	132	708 070	51%	396	2 603 885	49 %
Dont Espagne	64	420 748	40%	205	1 164 888	56 %
Dont Roumanie	72	360 090	23%	198	1 495 290	18 %
Dont Allemagne	46	227 200	55%	193	1 117 200	55 %
Dont Italie	60	353 550	63%	192	1 167 800	63 %
Dont Pologne	62	344 910	43%	174	1 215 060	50 %
Dont Belgique	34	64 700	92%	167	593 400	83 %

>> Les amendes notifiées à des entreprises domiciliées en France sont davantage recouvrées (79 %) que celles domiciliées à l'étranger (54 %).

- En comparaison avec la période 2016-2018, le recouvrement des amendes notifiées aux entreprises domiciliées en France a progressé d'environ 20 points (60 %).
- C'est également le cas pour le recouvrement des amendes notifiées à des entreprises étrangères qui a augmenté de 14 points.

En ce qui concerne le recouvrement des amendes notifiées aux sociétés étrangères :

- **Amendes « PSI » 2016/19** : 54 % des amendes notifiées aux entreprises étrangères recouvrées soit 6 000 759 euros recouvrés (5 076 789 euros restants à recouvrer)

- **Amendes « hors PSI » 2016/19 :**

- **Amendes « Durée du travail » :** 85 % recouverts (53 322 euros restants à recouvrer)
- **Amendes « Santé et sécurité » :** 28 % recouverts (141 150 euros restants à recouvrer)
- **Amendes « Salaire » :** 17 % recouverts (133 740 restants à recouvrer)

Source : Extrait du « bilan des amendes administratives en 2019 »

4.4.5. Taux de recouvrement par région

Région	2019			2016-2019		
	Nb de titres émis	Montant factures et annulations PEC (TTC)	Taux de recouvrement	Nb de titres émis	Montant factures et annulations PEC (TTC)	Taux de recouvrement
ARA	144	2 046 915	80%	455	5 168 625	70 %
BFC	96	454 670	92%	186	928 332	90 %
BRE	105	534 665	71%	220	1 425 415	70 %
CVL	81	539 565	73%	164	1 023 045	71 %
COR	33	350 200	42%	91	713 150	42 %
GES	248	740 250	55%	830	3 674 351	60 %
GUY	4	5 200	15%	9	27 450	35 %
HDF	197	770 300	69%	508	2 591 775	69 %
IDF	286	1 526 530	46%	468	3 212 735	62 %
LRE	17	116 465	48%	21	136 800	56 %
MTQ				13	185 300	54 %
NOR	84	1 397 100	82%	207	2 002 350	79 %
NAQ	224	1 080 340	67%	545	2 253 165	71 %
OCC	154	810 626	75%	513	2 718 321	72 %
PDL	156	575 033	66%	329	1 201 153	78 %
PAC	239	1 291 323	69%	495	3 083 167	75 %
SPM	1	1 500	100%	1	1 500	100 %
Ensemble	2 069	12 240 682	69%	5 055	30 346 634	69 %

>> Le taux de recouvrement apparaît variable selon les Direccte, même s'il s'avère plus homogène qu'au cours de la période 2016-2018.

>> Deux catégories se distinguent pour la période 2016-2019 comme le montre le tableau ci-dessous mentionnant le nombre de titre émis, les montants et taux de recouvrement :

- Les 5 Di(r)eccte dont le taux de recouvrement global est inférieur ou égal à 60 % : Grand-Est (60 %), La Réunion (56 %), Martinique (54 %), Corse (42 %), Guyane (35 %).
- Les 11 Direccte dont le taux de recouvrement est supérieur à 60 % (hormis Saint-Pierre-et-Miquelon) : Bourgogne-Franche-Comté (90 %), Normandie (79 %), Pays-de-la-Loire (78 %), Provence-Alpes-Côte d'Azur (75 %), Occitanie (72 %), Nouvelle-Aquitaine (71 %), Centre-Val de Loire (71 %), Bretagne (70 %), Auvergne-Rhône-Alpes (70 %), Hauts-de-France (69 %), Ile-de-France (62 %).

Source : Extrait du « bilan des amendes administratives en 2019 »

4.5.1. Nombre de propositions de transaction et de transactions homologuées

Indicateur en cours d'actualisation

>> Le Bureau du pilotage du système d'inspection du travail, en collaboration avec l'équipe SITERE du bureau DASIT1, réalise actuellement une expertise de l'outil Wiki'T afin de proposer très prochainement une révision de cet indicateur permettant de suivre précisément le taux d'homologation des propositions de transaction enregistrées dans l'outil de saisie sur une période donnée. Ce dernier apparaîtra sous la forme d'un nouveau tableau dans une prochaine édition de ce tableau de bord.

4.6.1. Index de l'égalité professionnelle

Régions	Index EgaPro Taux des déclarants 2019 et 2020 (au 30/10/20)							
	2019			2020				
	+250	+1000	TOTAL	+50	+250	+1000	TOTAL	TOTAL yc ent. UES
France métropolitaine								
Auvergne-Rhône-Alpes	111%	103%	109%	58%	105%	109%	65%	78%
Bourgogne-Franche-Comté	107%	90%	105%	68%	99%	100%	72%	92%
Bretagne	93%	103%	94%	40%	91%	106%	46%	55%
Centre-Val de Loire	93%	100%	93%	67%	77%	94%	69%	75%
Corse	118%	100%	117%	86%	73%	100%	85%	117%
Grand Est	96%	101%	97%	52%	92%	85%	57%	73%
Hauts-de-France	97%	106%	98%	60%	90%	99%	66%	74%
Ile-de-France	81%	101%	86%	51%	76%	95%	59%	85%
Normandie	74%	104%	77%	53%	71%	96%	56%	65%
Nouvelle Aquitaine	95%	102%	96%	60%	90%	91%	64%	74%
Occitanie	82%	105%	86%	45%	77%	103%	49%	58%
Pays de la Loire	101%	121%	104%	62%	101%	102%	67%	87%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	95%	118%	98%	43%	95%	102%	49%	68%
France d'outre-mer								
Guadeloupe	90%	100%	91%	25%	50%	100%	27%	30%
Martinique	100%		100%	36%	65%		38%	39%
Guyane	40%		40%	49%	20%		48%	56%
Reunion	111%	167%	116%	49%	93%	167%	53%	68%
Mayotte	33%		33%	32%	33%		32%	32%
TOTAL France	90%	103%	93%	53%	85%	97%	59%	75%

Source : DGT/EgaPro (2019 : export du 23/10/2020 / 2020 : export du 30/10/2020)

Note : Les pourcentages présentés dans le tableau ci-dessus intègrent les entreprises « hors UES », les entreprises déclarant pour le compte d'une UES mais ne comprennent pas les entreprises composant les UES. La colonne « TOTAL yc ent UES » comprend les entreprises « hors UES », les entreprises qui composent les UES mais ne comprennent pas les entreprises déclarant pour le compte d'une UES.

>> En 2019 et pour rappel, l'obligation de calcul et de publication de l'index ne portait que sur les entreprises de plus de 250 salariés. Depuis 2020, toutes les entreprises d'au moins 50 salariés sont concernées par cette obligation.

>> En 2019, le pourcentage de déclaration s'élevait à **93%**.

- +250 salariés : **90%**
- +1 000 salariés : **103%**

>> En 2020, le pourcentage de déclaration est actuellement de **75%** (total tenant compte des entreprises composant les UES).

- +50 salariés : **53%**
- +250 salariés : **85%**
- +1 000 salariés : **97%**

Note sur les pourcentages supérieurs à 100% : Ces incohérences statistiques, résultant d'écarts entre le numérateur et le dénominateur, s'expliquent par l'impossibilité de traiter statistiquement les entreprises composant les UES dans la base Index égapro (les UES sont donc comptabilisés dans le numérateur mais non comptabilisés dans le dénominateur). Par ailleurs une mise à jour des données relatives au nombre d'entreprises assujetties est en cours avec les DIRECCTE.

4.6.2. Mises en demeure et sanctions

Egalité professionnelle : Homme-Femme | Janvier > Décembre 2019

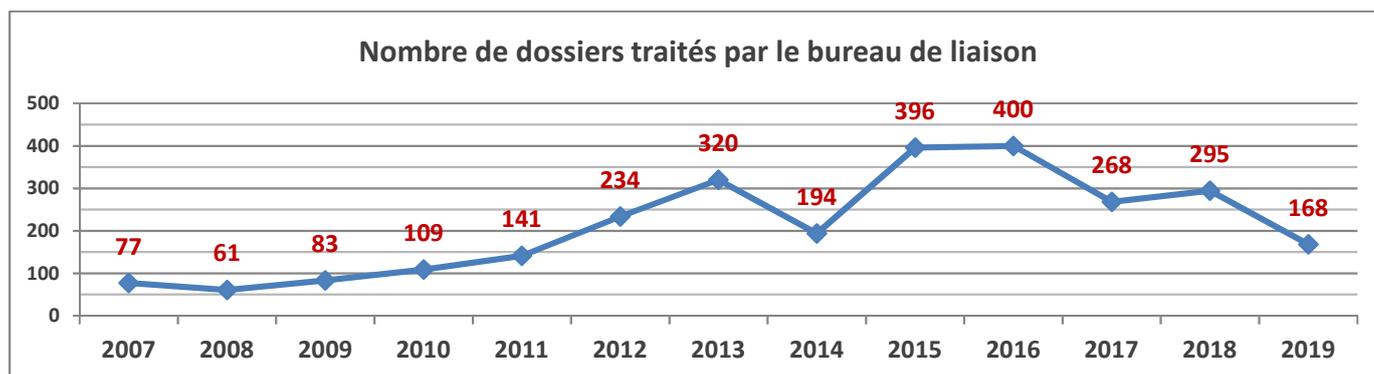
Régions	Mises en demeure (Cumul depuis 2013)				Sanctions prononcées par le DIRECCTE (Cumul depuis 2013)				
	Motif : inexistence d'accord ou d'action	Motif : non conformité d'accord ou de plan d'action	Mise en demeure adressées avant le 01/01/2013	TOTAL	Motif : inexistence d'accord ou d'action	Motif : non conformité d'accord ou de plan d'action	TOTAL		
France métropolitaine									
Auvergne-Rhône-Alpes	123	59	20	202	4,5%	6	5	11	4,0%
Bourgogne-Franche-Comté	102	36	2	140	3,1%	12	11	23	8,4%
Bretagne	608	23	8	639	14,1%	43	0	43	15,6%
Centre-Val de Loire	144	1	1	146	3,2%	11	0	11	4,0%
Corse	10	1	0	11	0,2%	2	0	2	0,7%
Grand Est	540	52	20	612	13,5%	15	2	17	6,2%
Hauts-de-France	80	49	0	129	2,8%	11	2	13	4,7%
Ile-de-France	411	168	6	585	12,9%	63	27	90	32,7%
Normandie	109	7	4	120	2,6%	0	0	0	0,0%
Nouvelle Aquitaine	455	18	40	513	11,3%	31	0	31	11,3%
Occitanie	219	34	0	253	5,6%	8	5	13	4,7%
Pays de la Loire	316	3	3	322	7,1%	8	0	8	2,9%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	414	134	2	550	12,1%	7	4	11	4,0%
TOTAL France métropolitaine	3 531	585	106	4 222	93,1%	217	56	273	99,3%
France d'outre-mer									
Guadeloupe	42	2	0	44	1,0%	0	0	0	0,0%
Martinique	0	0	0	0	0,0%	0	0	0	0,0%
Guyane	10	1	0	11	0,2%	2	0	2	0,7%
Reunion	92	2	151	245	5,4%	0	0	0	0,0%
Mayotte	13	0	0	13	0,3%	0	0	0	0,0%
TOTAL France d'outre-mer	157	5	151	313	6,9%	2	0	2	0,7%
TOTAL France	3 688	590	257	4 535	100,0%	219	56	275	100,0%

Source : DGT/DPSIT - Remontées mensuelles des Direccte
Période d'étude : cumul au 15/12/2019

Indicateur en cours d'actualisation

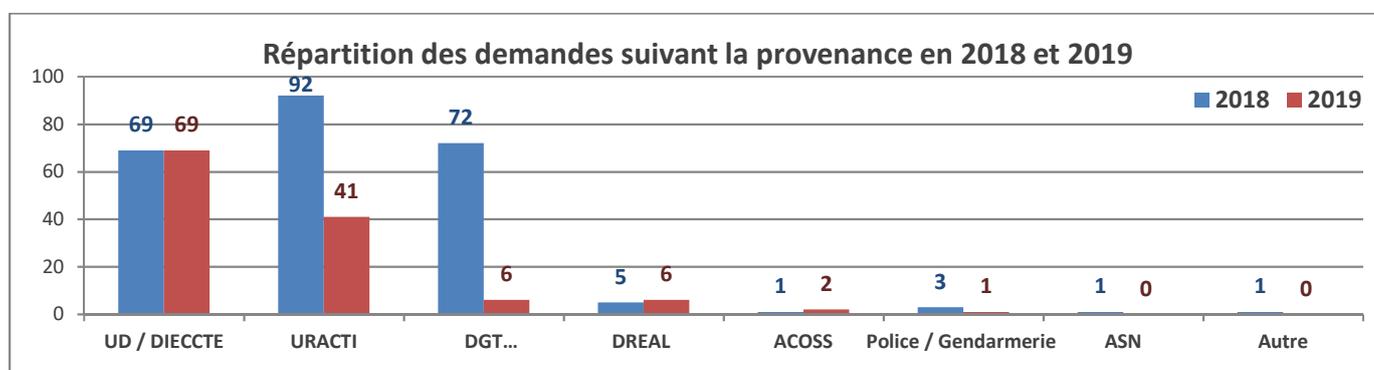
>> Le Bureau du pilotage du système d'inspection du travail, en collaboration avec l'équipe SITERE du bureau DASIT1 et les services déconcentrés, réalise actuellement une actualisation et une mise en cohérence sur le nombre d'entreprises assujetties servant au calcul du **taux de couverture**. Dans l'éventualité où ces travaux aboutiraient à la modification du nombre de ces entreprises, un nouveau taux de couverture serait alors calculé. Ces évolutions transparaîtraient au travers de la prochaine actualisation de ce tableau mais également dans le graphique présentant habituellement l'évolution de ce taux de couverture.

4.7. | Bureau de liaison national – Bilan 2019



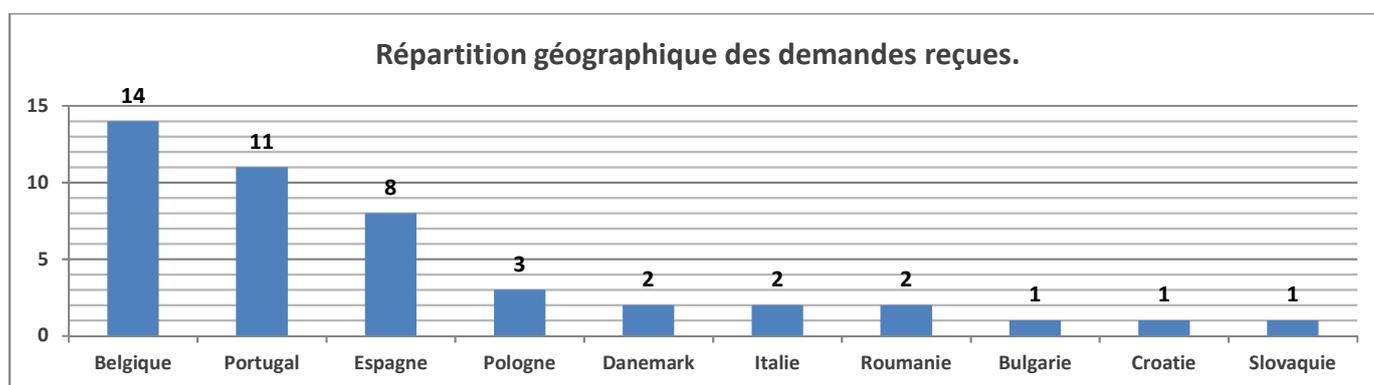
Source : DGT/Bureau de liaison (Rapport BL 2019)
Période d'étude : 2007-2019

>> Après une stabilisation en 2015 et 2016, le nombre de saisines a poursuivi sa baisse observée en 2017 après une légère hausse en 2018, passant de 295 saisines à 168. Les demandes d'informations portent plus fréquemment sur des situations complexes, eu égard à la pluralité de structures intervenantes, ou bien s'inscrivent dans la lutte contre des infractions elles-mêmes complexes, telles que la fraude à l'établissement ou le prêt de main d'œuvre illicite. (Source : Rapport BL 2019)



Source : DGT/Bureau de liaison (Rapport BL 2019)
Période d'étude : 2018-2019

>> En 2019, diminution significative du nombre de demandes provenant des URACTI (-55%) et du GNVAC (-92%). Le niveau de demandes demeurant stable pour les autres services, celles provenant des UD, à savoir 69, représentent maintenant près de 70% du nombre total de demandes cette année.



Source : DGT/Bureau de liaison (Rapport BL 2019)
Période d'étude : 2019

>> 45 demandes ont été transmises au Bureau de liaison national par 10 Etats membres soit deux moins qu'en 2018. Cette diminution est un retour à la situation des années antérieures, l'année 2018 ayant été marquée par une forte et inusuelle sollicitation de la Roumanie. (Source : Rapport BL 2019)

5. ANNEXES

5.1. | Description de la source CLAP (Insee)

URL : <http://www.insee.fr/fr/bases-de-donnees/default.asp?page=statistiques-locales/carac-ent-etab.htm>

Champ

Dans le dispositif Clap (Connaissance locale de l'appareil productif), les données relatives à une année concernent les établissements ayant eu au moins un jour d'activité économique dans l'année considérée, qu'ils soient employeurs ou non.

Les données mises à disposition dans ce fichier concernent les établissements actifs au 31 décembre et les postes salariés correspondants, ce qui exclut les établissements qui ont cessé leur activité en cours d'année.

L'effectif salarié au 31 décembre correspond au nombre de postes non-annexes présents au 31 décembre dans l'établissement employeur.

Le dispositif Clap nest pas conçu pour des analyses pluriannuelles, en particulier sur des champs d'activités ou géographiques restreints.

Sont exclus du champ :

- **les établissements appartenant aux entreprises de catégorie juridique "7150" (Défense) ;**
- **les activités des ménages en tant qu'employeurs de personnels domestiques ou les activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens et services pour usage propre (section T NAF rév.2).**

Source

Clap est un système d'information alimenté par différentes sources dont l'objectif est de fournir des statistiques localisées au lieu de travail jusqu'au niveau communal, sur l'emploi salarié et les rémunérations pour les différentes activités des secteurs marchands et non marchand.

Le référentiel d'établissements est constitué à partir du Répertoire national des entreprises et des établissements (Sirene).

Les données sur l'emploi salarié résultent d'une mise en cohérence des informations issues de l'exploitation :

- des DADS (Déclarations Annuelles de Données Sociales) ;
- des bordereaux récapitulatifs de cotisations de l'URSSAF (Union pour le Recouvrement de Sécurité Sociale et des Allocations Familiales) ;
- des données de la Mutualité Sociale Agricole (MSA) en complément des données des Urssaf pour les secteurs, d'activité en lien avec l'agriculture ;
- du système d'information sur les agents de l'État.

D'autres informations sur la source statistique appelée Clap sont disponibles sur le site insee.fr

- <http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=definitions/clap.htm>

<http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=sources/ope-adm-clap.htm>

